

COUR D'ARBITRAGE

F. 2000 — 558

[C — 2000/21043]

Arrêt n° 2/2000 du 19 janvier 2000

Numéros du rôle : 1484 et 1485

En cause : les recours en annulation partielle du décret de la Communauté française du 6 avril 1998 portant modification du régime de la suspension préventive dans l'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française, introduits par P. Matheys et J. Haegens et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et G. De Baets, et des juges P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans, A. Arts et M. Bossuyt, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet des recours

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 11 décembre 1998 et parvenues au greffe le 14 décembre 1998, P. Matheys, demeurant à 1180 Bruxelles, avenue Bonaparte 34, d'une part, et J. Haegens, L. Vanderhasten, J. Guilbert et B. Lambotte, qui ont tous fait élection de domicile à 1170 Bruxelles, chaussée de la Hulpe 150, d'autre part, ont introduit un recours en annulation partielle du décret de la Communauté française du 6 avril 1998 portant modification du régime de la suspension préventive dans l'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française (publié au *Moniteur belge* du 12 juin 1998).

Ces affaires sont inscrites respectivement sous les numéros 1484 et 1485 du rôle de la Cour.

II. La procédure

Par ordonnances du 14 décembre 1998, le président en exercice a désigné les juges des sièges conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 19 janvier 1999, la Cour a joint les affaires.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 19 février 1999.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 24 février 1999.

Le Gouvernement de la Communauté française, place Surlet de Chokier 15-17, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 2 avril 1999.

Ce mémoire a été notifié aux parties requérantes conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 26 avril 1999.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

— les parties requérantes dans l'affaire portant le numéro 1485 du rôle, par lettre recommandée à la poste le 25 mai 1999;

— la partie requérante dans l'affaire portant le numéro 1484 du rôle, par lettre recommandée à la poste le 26 mai 1999.

Par ordonnances du 26 mai 1999 et du 30 novembre 1999, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 11 décembre 1999 et 11 juin 2000 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 27 octobre 1999, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 25 novembre 1999.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 28 octobre 1999.

A l'audience publique du 25 novembre 1999 :

— ont comparu :

. Me J. Sambon *loco* Me B. Dayez, avocats au barreau de Bruxelles, pour la partie requérante dans l'affaire portant le numéro 1484 du rôle;

. Me L. De Coninck *loco* Me B. André, avocats au barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes dans l'affaire portant le numéro 1485 du rôle;

. Me M. Kestemont-Soumeryn et Me A. Vagman, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement de la Communauté française;

— les juges-rapporteurs J. Delruelle et A. Arts ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. Objet des dispositions en cause

Le décret de la Communauté française du 6 avril 1998 portant modification du régime de la suspension préventive dans l'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française, en son article 1^{er}, dispose :

A Dans le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné modifié par les décrets des 10 avril 1995 et 25 juillet 1996, le chapitre VIII : Suspension préventive est remplacé par le chapitre suivant :

'Chapitre VIII : De la suspension préventive : Mesure administrative

Art. 60. § 1^{er}. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel nommé à titre définitif :

1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;

2° dès qu'une procédure disciplinaire est engagée contre lui par le pouvoir organisateur;

3° dès que le pouvoir organisateur lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. La suspension préventive organisée par le présent chapitre est une mesure purement administrative n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le pouvoir organisateur et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 3. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur.

[...]

Art. 60bis. § 1^{er}. Par dérogation au § 1^{er} de l'article 60, le membre du personnel est d'office suspendu préventivement lorsqu'il est inculpé ou prévenu pour des faits et/ou agissements punissables en vertu d'un des articles mentionnés ci-après qui figurent au : Titre VII ou VIII du Livre II du Code pénal :

— 364, 365, 368, 369, 370, 372, 379, 380bis, §§ 4 et 5, 380quinquies, § 1^{er}, 382bis, 383bis, 386, 396, 401bis;

— 373, 375, 376, 377, 378bis, 393, 394, 397 pour autant que la victime du crime ou du délit soit un mineur d'âge ou un élève majeur de l'établissement scolaire ou du home visé à l'article 1^{er}, 1^o, du présent décret où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380bis, § 1^{er}, 1^o, pour autant que la personne majeure qui y est visée soit un élève de l'établissement scolaire ou du home visé à l'article 1^{er}, 1^o, du présent décret où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380bis, § 1^{er}, 4^o, pour autant que la personne majeure dont la débauche ou la prostitution a été exploitée est un élève de l'établissement scolaire ou du home visé à l'article 1^{er}, 1^o, du présent décret où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380bis, § 2, pour autant qu'il s'agisse de la tentative de commettre les infractions visées au § 1^{er}, 1^o et 4^o, et seulement dans les limites précisées ci-avant pour ces dispositions;

— 380bis, § 3, pour autant qu'il s'agisse des infractions visées au § 1^{er}, 1^o et 4^o, et seulement dans les limites précisées ci-avant pour ces dispositions;

— 380quater, pour autant que la personne provoquée à la débauche soit une personne mineur d'âge ou un élève majeur de l'établissement scolaire ou du home visé à l'article 1^{er}, 1^o, du présent décret où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380quinquies, § 2 et § 3, pour autant qu'une personne mineur d'âge ou qu'un élève majeur de l'établissement scolaire ou du home visé à l'article 1^{er}, 1^o, du présent décret où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions soit en cause dans les offres de service qui y sont visées;

— 385 pour autant que l'outrage soit commis en présence d'un mineur d'âge ou d'un élève majeur de l'établissement scolaire ou du home visé à l'article 1^{er}, 1^o, du présent décret où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 398, 399, 400, 401 pour autant que les coups ou blessures soient portés à un élève mineur ou majeur de l'établissement scolaire ou du home visé à l'article 1^{er}, 1^o, du présent décret où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions.

Dès le jour où le pouvoir organisateur a connaissance de l'inculpation ou de la prévention du membre du personnel, il doit prendre à son égard la mesure d'écartement visée au § 4 de l'article 60.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent la mesure d'écartement, la procédure de suspension préventive doit être engagée dans le respect notamment des '§ 3 et 4, alinéa 2, du même article.

§ 2. Si le pouvoir organisateur ne se conforme pas aux dispositions du § 1^{er}, le Gouvernement lui adresse une mise en demeure par laquelle il l'invite, dans un délai de trente jours calendrier à dater de cette mise en demeure, à apporter la preuve que les mesures prévues au § 1^{er} ont été prises. Le Gouvernement peut, par arrêté, déléguer cette compétence au ministre fonctionnellement compétent.

Si, à l'échéance de ce délai de trente jours calendrier, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve de ce qu'il a pris les mesures prévues au § 1^{er}, il perd, pour une durée déterminée ci-après, le bénéfice des subventions de fonctionnement pour l'établissement ou les établissements où le membre du personnel concerné exerce tout ou partie de ses fonctions.

La période visée à l'alinéa précédent débute à l'échéance du délai de trente jours calendrier et court jusqu'au jour où le pouvoir organisateur a apporté la preuve qu'il a pris les mesures prévues au § 1^{er}.

§ 3. La mesure de suspension préventive d'office visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est maintenue à l'égard du membre du personnel qui fait l'objet :

1^o d'une condamnation pénale non définitive prononcée sur base d'un des articles du Code pénal visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires;

2^o d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive prononcée sur base d'un des articles du Code pénal visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Par contre, la mesure de suspension préventive d'office cesse ses effets si le membre du personnel fait l'objet d'un jugement d'acquiescement rendu en première instance et qui fait l'objet d'un recours ordinaire.

Toutefois, dans ce cas, le pouvoir organisateur peut décider de maintenir la suspension préventive du membre du personnel concerné en application de l'article 60.

[...] »

Le décret de la Communauté française du 6 avril 1998 portant modification du régime de la suspension préventive dans l'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française, en son article 2, dispose :

« Dans le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné modifié par les décrets des 22 décembre 1994, 15 avril 1995 et 25 juillet 1996, le chapitre X : De la suspension préventive est remplacé par le chapitre suivant :

'Chapitre X : De la suspension préventive : Mesure administrative

Art. 87. § 1^{er}. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel engagé à titre définitif :

1^o s'il fait l'objet de poursuites pénales;

2^o dès qu'une procédure disciplinaire est engagée contre lui par le pouvoir organisateur;

3^o dès que le pouvoir organisateur lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. La suspension préventive organisée par le présent chapitre est une mesure purement administrative n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le pouvoir organisateur et est motivée. Elle a pour effet d'écartier le membre du personnel de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 3. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur.

[...]

Art. 87bis. § 1^{er}. Par dérogation au § 1^{er} de l'article 87, le membre du personnel est d'office suspendu préventivement lorsqu'il est inculpé ou prévenu pour des faits et/ou agissements punissables en vertu d'un des articles mentionnés ci-après qui figurent aux Titres VII ou VIII du Livre II du Code pénal :

— 364, 365, 368, 369, 370, 372, 379, 380bis, §§ 4 et 5, 380quinquies, § 1^{er}, 382bis, 383bis, 386, 396, 401bis;

— 373, 375, 376, 377, 378bis, 393, 394, 397 pour autant que la victime du crime ou du délit soit un mineur d'âge ou un élève majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380bis, § 1^{er}, 1^o, pour autant que la personne majeure qui y est visée soit un élève de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380bis, § 1^{er}, 4^o, pour autant que la personne majeure dont la débauche ou la prostitution a été exploitée est un élève de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380bis, § 2, pour autant qu'il s'agisse de la tentative de commettre les infractions visées au § 1^{er}, 1^o et 4^o, et seulement dans les limites précisées ci-avant pour ces dispositions;

— 380bis, § 3, pour autant qu'il s'agisse des infractions visées au § 1^{er}, 1^o et 4^o, et seulement dans les limites précisées ci-avant pour ces dispositions;

— 380quater, pour autant que la personne provoquée à la débauche soit une personne mineur d'âge ou un élève majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380quinquies, § 2 et § 3, pour autant qu'une personne mineur d'âge ou qu'un élève majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions soit en cause dans les offres de service qui y sont visées;

— 385 pour autant que l'outrage soit commis en présence d'un mineur d'âge ou d'un élève majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 398, 399, 400, 401 pour autant que les coups ou blessures soient portés à un élève mineur ou majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions.

Dès le jour où le pouvoir organisateur a connaissance de l'inculpation ou de la prévention du membre du personnel, il doit prendre à son égard la mesure d'écartement visée au § 4 de l'article 87.

Dans les trois jours ouvrables qui suivent la mesure d'écartement, la procédure de suspension préventive doit être engagée dans le respect notamment des §§ 3 et 4, alinéa 3, du même article.

§ 2. Si le pouvoir organisateur ne se conforme pas aux dispositions du § 1^{er}, le Gouvernement lui adresse une mise en demeure par laquelle il l'invite, dans un délai de trente jours calendrier à dater de cette mise en demeure, à apporter la preuve que les mesures prévues au § 1^{er} ont été prises. Le Gouvernement peut, par arrêté, déléguer cette compétence au ministre fonctionnellement compétent.

Si, à l'échéance de ce délai de trente jours calendrier, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve de ce qu'il a pris les mesures prévues au § 1^{er}, il perd, pour une durée déterminée ci-après, le bénéfice des subventions de fonctionnement pour l'établissement ou les établissements où le membre du personnel concerné exerce tout ou partie de ses fonctions.

La période visée à l'alinéa précédent débute à l'échéance du délai de trente jours calendrier et court jusqu'au jour où le pouvoir organisateur a apporté la preuve qu'il a pris les mesures prévues au § 1^{er}.

§ 3. La mesure de suspension préventive d'office visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est maintenue à l'égard du membre du personnel qui fait l'objet :

1^o d'une condamnation pénale non définitive prononcée sur base d'un des articles du Code pénal visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires;

2^o d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive prononcée sur base d'un des articles du Code pénal visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Par contre, la mesure de suspension préventive d'office cesse ses effets si le membre du personnel fait l'objet d'un jugement d'acquiescement rendu en première instance et qui fait l'objet d'un recours ordinaire.

Toutefois, dans ce cas, le pouvoir organisateur peut décider de maintenir la suspension préventive du membre du personnel concerné en application de l'article 87.

[...] »

Le décret de la Communauté française du 6 avril 1998 portant modification du régime de la suspension préventive dans l'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française, en son article 3, dispose :

« Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements le chapitre IXbis : De la suspension préventive y inséré par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 septembre 1991 et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 est remplacé par le chapitre suivant :

Chapitre IXbis : De la suspension préventive : Mesure administrative

Art. 157bis. § 1^{er}. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel définitif :

1^o s'il fait l'objet de poursuites pénales;

2^o avant l'exercice de poursuites disciplinaires ou s'il fait l'objet de poursuites disciplinaires;

3^o dès que le ministre lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. La suspension préventive organisée par le présent chapitre est une mesure purement administrative n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le ministre et est motivée. Elle a pour effet d'écartier le membre du personnel de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 3. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le chef de l'administration.

[...]

Art. 157ter. Par dérogation au § 1^{er} de l'article 157bis, le membre du personnel est d'office suspendu préventivement lorsqu'il est inculpé ou prévenu pour des faits et/ou agissements punissables en vertu d'un des articles mentionnés ci-après qui figurent aux Titres VII ou VIII du Livre II du Code pénal :

— 364, 365, 368, 369, 370, 372, 379, 380bis, §§ 4 et 5, 380quinquies, § 1^{er}, 382bis, 383bis, 386, 396, 401bis;

— 373, 375, 376, 377, 378bis, 393, 394, 397 pour autant que la victime du crime ou du délit soit un mineur d'âge ou un élève majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380bis, § 1^{er}, 1^o, pour autant que la personne majeure qui y est visée soit un élève de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380bis, § 1^{er}, 4^o, pour autant que la personne majeure dont la débauche ou la prostitution a été exploitée est un élève de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380bis, § 2, pour autant qu'il s'agisse de la tentative de commettre les infractions visées au § 1^{er}, 1^o et 4^o, et seulement dans les limites précisées ci-avant pour ces dispositions;

— 380bis, § 3, pour autant qu'il s'agisse des infractions visées au § 1^{er}, 1^o et 4^o, et seulement dans les limites précisées ci-avant pour ces dispositions;

— 380quater, pour autant que la personne provoquée à la débauche soit une personne mineur d'âge ou un élève majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 380quinquies, § 2 et § 3, pour autant qu'une personne mineur d'âge ou qu'un élève majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions soit en cause dans les offres de service qui y sont visées;

— 385 pour autant que l'outrage soit commis en présence d'un mineur d'âge ou d'un élève majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions;

— 398, 399, 400, 401 pour autant que les coups ou blessures soient portés à un élève mineur ou majeur de l'établissement scolaire ou de l'internat où le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions.

Dès le jour où le ministre a connaissance de l'inculpation ou de la prévention du membre du personnel, il prend à son égard la mesure d'écartement visée au § 4 de l'article 157bis.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent la mesure d'écartement, la procédure de suspension préventive doit être engagée dans le respect notamment des §§ 3 et 4, alinéa 2, du même article.

La mesure de suspension préventive d'office visée à l'alinéa 1^{er} est maintenue à l'égard du membre du personnel qui fait l'objet :

1^o d'une condamnation pénale non définitive prononcée sur base d'un des articles du Code pénal visés à l'alinéa 1^{er} et contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires;

2^o d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive prononcée sur base d'un des articles du Code pénal visés à l'alinéa 1^{er}.

Par contre, la mesure de suspension préventive d'office cesse ses effets si le membre du personnel fait l'objet d'un jugement d'acquiescement rendu en première instance et qui fait l'objet d'un recours ordinaire.

Toutefois, dans ce cas, le ministre peut décider de maintenir la suspension préventive du membre du personnel concerné en application de l'article 157bis.

[...]' »

IV. *En droit*

— A —

Position du requérant dans l'affaire portant le numéro 1484 du rôle

A.1. Le requérant demande l'annulation du décret de la Communauté française du 6 avril 1998 A portant modification du régime de la suspension préventive dans l'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française », en ce qu'il modifie les articles 60, § 2, alinéa 1^{er}, et 60bis du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné (article 1^{er}), les articles 87, § 2, alinéa 1^{er}, et 87bis du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné (article 2) et les articles 157bis, § 2, alinéa 1^{er}, et 157ter de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements (article 3).

A.2. Le requérant est enseignant dans un collège qui relève de l'enseignement subventionné par la Communauté française. En raison d'une instruction en cours, il risque de faire l'objet d'une mesure de suspension préventive et a donc intérêt au recours en annulation.

A.3. Le premier moyen est pris de la violation des règles répartitrices de compétences, en particulier de l'article 127 de la Constitution, et des articles 4, 5 et 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. En assortissant de manière automatique une inculpation pénale d'une mesure de suspension d'office, d'écartement du service et de réduction du traitement, la Communauté française empiète sur les compétences du législateur fédéral en matière répressive et de procédure pénale. Cette mesure ne peut être considérée comme une mesure purement administrative n'ayant pas le caractère d'une sanction, puisqu'elle s'attache directement à une inculpation pénale. Or, le législateur fédéral est seul compétent pour modifier explicitement ou implicitement les articles 364, 365, 368, 369, 370, 372, 373, 375, 376, 377, 378bis, 379, 380bis, 380quater, 380quinquies, 382bis, 383bis, 386, 393, 394, 396, 397, 398, 399, 400, 401 et 401bis des titres VII ou VIII du livre II du Code pénal.

En toute hypothèse, selon le requérant, le législateur communautaire est intervenu dans la procédure pénale en portant atteinte aux règles inhérentes à l'inculpation, à la prévention et à la présomption d'innocence, empiétant ainsi sur les compétences du législateur fédéral.

A.4. Le deuxième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément et conjointement avec les articles 13, 144, 145 et 160 de la Constitution, du principe du droit à un recours effectif, de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

En prévoyant une mesure de suspension provisoire, d'écartement du service et de réduction du traitement de manière automatique, la disposition entreprise porte atteinte de manière disproportionnée à la présomption d'innocence, puisque la sanction s'attache au simple fait d'une inculpation ou d'une prévention alors même qu'aucune condamnation pénale coulée en force de chose jugée n'est acquise.

Par hypothèse, une instruction pénale peut être introduite *in rem* à l'égard de faits accomplis il y a un certain temps. Il est souvent demandé un certain nombre de devoirs qui requièrent également du temps. En admettant même qu'il y ait inculpation, cette mesure ne fait pas l'objet comme telle de mesures de publicité particulières. L'on ne voit pas très bien comment le pouvoir organisateur peut en prendre connaissance. L'on ne voit en aucune manière la raison qui viendrait à déroger à la procédure de suspension ordinaire définie aux articles 60, 87 et 157bis des dispositions modifiées par le décret et ce d'autant plus que cette procédure est assortie de mesures d'écartement sur le champ « lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt de l'enseignement, que le membre du personnel ne soit plus présent à l'école ».

Selon le requérant, le fait que la mesure soit considérée comme une sanction et ne puisse faire l'objet d'un recours est une atteinte grave au droit de recours effectif. L'avis de la section de législation du Conseil d'Etat sur l'avant-projet de décret est rappelé. Il y a donc une discrimination entre l'inculpé ou le prévenu enseignant visé par le décret et les autres citoyens inculpés ou prévenus ainsi qu'entre les membres du personnel visés par le décret inculpés pour l'un des comportements incriminés par le Code pénal et les mêmes membres qui seraient inculpés pour d'autres faits dont la gravité pourrait être aussi importante.

Position des requérants dans l'affaire portant le numéro 1485 du rôle

A.5. Le recours en annulation dans l'affaire portant le numéro 1485 du rôle porte sur l'article 2 du décret de la Communauté française du 6 avril 1998 portant modification du régime de la suspension préventive dans l'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française.

Les requérants sont enseignants dans l'enseignement libre subventionné et ils ont fait l'objet ou ils sont susceptibles de faire l'objet de mesures de suspension préventives. Ils ont donc intérêt à attaquer la disposition entreprise.

A.6. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution et des articles 3 et 6 de la Convention européenne des droits de l'homme. Il vise les dispositions entreprises en ce qu'elles établissent la suspension d'office du membre du personnel lorsque celui-ci est inculpé ou prévenu pour les faits et/ou agissements punissables visés et en ce qu'elles assortissent ladite suspension d'une réduction de moitié du traitement du membre du personnel concerné. Le moyen comprend deux branches. Dans une première branche, les requérants reprochent aux dispositions entreprises d'infliger à un membre du personnel présumé innocent un traitement inhumain et dégradant et de violer le principe d'égalité entre les Belges en privant cette personne de la protection établie par l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme. Dans une seconde branche, les requérants reprochent aux dispositions entreprises de porter une atteinte grave aux droits de la défense et de violer de ce fait l'égalité entre les Belges en privant les personnes concernées de la protection établie par l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ou à tout le moins du bénéfice du principe général des droits de la défense.

Les requérants estiment que le but poursuivi — garantir et préserver la santé physique et morale des enfants dont l'enseignement a la charge — est louable mais que les moyens mis en œuvre sont totalement disproportionnés. L'avis de la section de législation du Conseil d'Etat est invoqué à l'appui de cette thèse. Si l'on admet par ailleurs que le législateur a également en vue l'intérêt collectif d'un enseignement serein, l'on doit admettre que le nouveau texte n'améliore en rien cet intérêt et que la modification du décret n'était pas nécessaire. Au contraire, le caractère automatique de la mesure de suspension aura pour conséquence de rendre publiques des situations qui, sans cela, seraient restées couvertes par le secret de l'instruction.

A.7. A l'appui de la première branche du moyen, les requérants invoquent la jurisprudence de la Cour et de la Commission européenne des droits de l'homme à propos de la notion de traitement inhumain ou dégradant. Ils en concluent que la suspension d'office de l'enseignant, pourtant présumé innocent, constitue un tel traitement, puisqu'elle inflige à cette personne des souffrances morales, psychologiques et sociales sans proportion avec le but recherché par les autorités. « Le membre du personnel ainsi suspendu, est littéralement montré du doigt, dénoncé, comme un être potentiellement dangereux, présumé coupable d'avoir commis des actes de pédophilie et/ou de violence, ce qui, dans le contexte actuel, équivaut à une mise à mort sociale. » Des extraits des travaux préparatoires sont invoqués pour montrer que les auteurs du décret étaient conscients des conséquences désastreuses que ces soupçons pouvaient avoir.

Les requérants considèrent par ailleurs que la réduction pour moitié du traitement, telle qu'elle résulte du nouvel article 88, alinéa 1^{er}, du décret du 1^{er} février 1993, constitue également un traitement inhumain et dégradant notamment en ce que sa durée n'est pas définie et sera assurément de plusieurs mois, voire de plusieurs années. Elle ne sera en effet rapportée qu'à l'issue de la procédure pénale ou disciplinaire. La jurisprudence judiciaire et administrative est invoquée à l'appui de cette thèse.

A.8. Concernant la seconde branche, les requérants invoquent également la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme à propos de l'applicabilité de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et du respect du droit d'accès à un tribunal indépendant, impartial et établi par la loi. Selon eux, ces garanties ne sont pas remplies parce que le caractère automatique de la suspension et de la réduction de traitement exclut tout contrôle de la juridiction administrative, si ce n'est sur le respect des formes. De plus, un contrôle qui ne porte que sur l'utilisation par la personne publique de ses pouvoirs discrétionnaires d'une manière compatible avec l'objet et le but de la loi est trop limité que pour constituer un contrôle judiciaire effectif au sens de l'article 6.1 de la Convention susdite. Il ne suffit pas de qualifier la mesure de suspension de mesure d'ordre pour écarter l'application de ces dispositions, puisqu'il peut s'agir d'une peine disciplinaire déguisée par laquelle l'autorité punit l'agent en raison de ses agissements.

Les dispositions entreprises méconnaissent également le droit à être jugé dans un délai raisonnable puisqu'aucune limite dans le temps n'est portée à la réduction du traitement ou à la suspension dès lors que l'administration n'est pas tenue de prononcer une peine administrative dans des délais raisonnables.

Le principe général des droits de la défense est également méconnu malgré l'audition préalable prévue par le décret. La mesure de suspension est en effet prononcée d'office, peu importe les arguments invoqués par la personne. Cette audition préalable est donc privée de tout intérêt et de tout objet. Elle n'existe que pour laisser l'impression que le membre du personnel peut se défendre. Elle ne modifie en rien le caractère automatique de la suspension. L'avis du Conseil d'Etat est à nouveau invoqué à l'appui de cette thèse.

La méconnaissance de l'article 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme est encore invoquée par les requérants puisque les mesures prises ont pour effet de sanctionner les personnes concernées pour des actes pour lesquels elles n'ont pas encore été jugées.

Position du Gouvernement de la Communauté française

A.9. Selon le Gouvernement de la Communauté française, le requérant dans l'affaire portant le numéro 1484 du rôle, qui appartient au personnel enseignant de l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, ne justifie d'un intérêt qu'à l'annulation de l'article 2 du décret attaqué, qui seul concerne cet enseignement.

Quant au moyen tiré de la violation des règles répartitrices de compétences

A.10. Selon le Gouvernement de la Communauté française, la mesure de suspension préventive constitue une simple mesure d'ordre intérieur prévue dans l'intérêt du service, qui a pour objet d'écarter du service une personne qui pourrait, par ses agissements ou par sa présence, nuire au bon fonctionnement de l'école. Il ne s'agit ni d'une sanction disciplinaire ni d'une sanction pénale. La mesure est décidée et maintenue dans l'attente de l'issue d'une procédure disciplinaire ou pénale.

L'on n'aperçoit pas en quoi le fait que la suspension préventive interviendrait d'office aurait pour conséquence de transformer la mesure en sanction pénale réservée à la compétence fédérale. Le pouvoir organisateur est tout au contraire privé de toute possibilité d'apprécier la « culpabilité de l'intéressé », les faits qui lui sont imputés et l'intérêt du service. La Communauté française a précisément voulu éviter toute appréciation quelconque à cet égard dans certains cas, strictement et limitativement définis, dans lesquels il apparaît que l'intérêt des élèves risque d'être mis à mal de manière directe et grave : c'est exclusivement lorsque l'intéressé est inculpé ou prévenu à raison de faits de mœurs ou de pédophilie ou d'autres crimes et délits commis sur des mineurs d'âge ou sur des élèves mineurs ou majeurs de l'établissement où l'enseignant exerce tout ou partie de ses fonctions, qu'il y a une mesure de suspension préventive d'office. A l'appui de l'intérêt supérieur de l'enfant, le Gouvernement de la Communauté française invoque la Convention relative aux droits de l'enfant.

C'est dans le même but que le législateur a affecté lui-même le montant de la retenue opérée sur le traitement de l'enseignant. Il n'y a donc pas d'atteinte à la présomption d'innocence. Il a encore été souligné dans les travaux préparatoires que lorsqu'une personne est inculpée ou prévenue, la présomption d'innocence n'est pas mise en cause jusqu'au moment où le tribunal s'est prononcé quant au fond.

Le Gouvernement de la Communauté française précise encore que si le décret attaqué se réfère à certains articles du Code pénal, il ne modifie ces dispositions, pas plus qu'il ne porte atteinte aux pouvoirs et compétences du ministère public et du juge d'instruction, lesquels restent libres de décider, selon le cas, de citer directement l'intéressé devant le tribunal ou de l'inculper. « Et force est de constater qu'aucune des dispositions ici attaquées ne contraint ces magistrats à avertir le pouvoir organisateur de l'inculpation ou du renvoi devant le tribunal compétent de l'un des membres de son personnel. Cette information sera assurée, certes, mais en vertu d'un accord intervenu entre les autorités fédérales et communautaires. » Le décret se réfère par ailleurs à la notion d'inculpation telle qu'elle est définie dans la loi fédérale, sans modifier ni son sens ni son contenu. La qualité de prévenu, si elle n'est pas définie par une loi, est néanmoins consacrée par la pratique judiciaire et pénale comme étant la qualité d'une personne qui comparait devant une juridiction pénale en raison de faits qui lui sont reprochés et pour lesquels elle est susceptible de se voir condamner à une peine prévue par la loi. C'est à cette notion très précise que le décret fait référence.

Le législateur communautaire est donc manifestement resté dans les limites de sa compétence.

Quant au moyen tiré de la violation des règles d'égalité et de non-discrimination

A.11. Concernant le moyen tiré de la violation des règles d'égalité et de non-discrimination, le Gouvernement de la Communauté française rappelle que la mesure de suspension préventive d'office ne porte en rien atteinte à la présomption d'innocence. Le pouvoir organisateur ne pourra prendre cette mesure que lorsqu'il aura été informé de la prévention ou de l'inculpation et qu'il aura vérifié que les conditions fixées par le décret sont effectivement remplies. La réunion de ces conditions sera notamment examinée lors de l'audition de l'intéressé. Ce n'est que lorsqu'il y a inculpation au sens de l'article 61bis du Code d'instruction criminelle et/ou si l'intéressé est renvoyé devant une juridiction pénale que la mesure peut être prise. L'information du pouvoir organisateur sera assurée via le ministère de la Justice par le ministère de la Communauté française.

Dans son avis, le Conseil d'Etat a reproché à la disposition l'absence de recours effectif pour le motif que le contrôle du juge se limite, tout comme celui du pouvoir organisateur, à vérifier que les conditions objectives fixées par le législateur sont bien remplies.

Le Gouvernement de la Communauté française reconnaît qu'il y a effectivement une différence entre la situation d'un membre du personnel enseignant qui est inculpé ou prévenu en raison de faits étrangers à ceux qui fondent une suspension préventive d'office puisque dans ce cas le pouvoir organisateur peut apprécier si l'intérêt du service justifie la suspension de l'intéressé alors que ce pouvoir d'appréciation disparaît lorsque les conditions objectives aboutissant à la suspension d'office sont réunies.

Le Gouvernement de la Communauté française estime toutefois que cette différence de traitement est parfaitement et raisonnablement justifiée. Il s'agit en effet de comportements extrêmement graves qui concernent directement soit des élèves que l'enseignant a la possibilité de rencontrer directement sur son lieu de travail et à l'égard desquels il est, au surplus, susceptible d'exercer son autorité, soit de personnes ou d'enfants dont l'enseignant peut abuser en raison de la faiblesse due à leur âge et qui un jour pourraient être ses élèves. Les circonstances qui justifient la suspension d'office sont donc intrinsèquement liées au fonctionnement de l'enseignement ainsi qu'à ses premiers destinataires et intéressés, à savoir les élèves.

Le législateur a voulu protéger ici l'intérêt du service d'un enseignement serein et surtout l'intérêt supérieur des élèves et il a voulu éviter que dans ces cas-là, il y ait matière à discussion. Il n'a donc laissé aucun pouvoir d'appréciation au pouvoir organisateur.

Il a été relevé dans les travaux préparatoires que certains pouvoirs organisateurs — principalement ceux de l'enseignement libre subventionné — hésitaient à prendre les mesures qui s'imposent tant pour des motifs financiers que pour d'obscures raisons de diplomatie interne.

Concernant la différence de traitement entre les enseignants visés par la disposition et les autres citoyens, il faut d'abord relever que l'action de la Communauté française est limitée par les compétences qui lui ont été attribuées. La Communauté a par ailleurs pris d'autres dispositions concernant des professions qui mettent des adultes au contact des enfants dans le décret relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance. De toute manière, il faut relever que les enseignants constituent une catégorie de citoyens objective et particulière qui se différencie des autres notamment par le fait qu'ils sont appelés à être en contact direct et quotidien avec des élèves et des enfants qui passent le plus clair de leur temps dans leur établissement scolaire. La relation pédagogique revêt en outre un caractère spécifique en ce qu'elle implique un lien d'autorité à l'égard des personnes plus faibles dont il convient de ne pas abuser. Le monde enseignant et le milieu scolaire méritaient donc d'être réglementés par des mesures spécifiques, déterminées en raison de leur caractéristique propre.

A.12. Concernant le moyen invoqué dans l'affaire portant le numéro 1485 du rôle, le Gouvernement de la Communauté française estime tout d'abord que le moyen doit être déclaré irrecevable parce que, s'il ressort de la requête que les victimes de la discrimination seraient les enseignants frappés d'une mesure de suspension d'office avec réduction de traitement, il est impossible de déterminer à quelle catégorie de personnes il faut comparer ces personnes. Le Gouvernement de la Communauté française ne répond donc qu'à titre subsidiaire aux arguments invoqués quant au fond par ces requérants.

A.13. Concernant le traitement inhumain et dégradant, le Gouvernement de la Communauté française n'aperçoit pas en quoi les mesures de suspension d'office avec réduction de traitement devraient constituer un tel traitement, sauf à considérer que ce serait le cas de toute mesure de suspension comportant une réduction de revenus.

Concernant l'atteinte à l'honneur, le Gouvernement de la Communauté française estime que ce n'est pas tant la mesure de suspension préventive qui est susceptible de nuire à l'intéressé et à sa réputation mais plutôt la circonstance qu'il soit prévenu ou inculpé. Il relève aussi que la doctrine et la jurisprudence admettent que le principe du secret de l'instruction n'est plus absolu et qu'une communication d'avis de poursuite peut être faite à des autorités administratives. Il estime enfin qu'une mesure de suspension d'office porte peut-être moins atteinte à la réputation qu'une mesure de suspension préventive qui interviendrait à l'issue d'une procédure ordinaire.

Concernant la réduction de traitement, le Gouvernement de la Communauté française insiste sur le fait qu'elle n'est que de moitié et ne peut être inférieure au montant des allocations de chômage. Elle ne peut donc être qualifiée de traitement inhumain ou dégradant, sauf à considérer qu'il en va de même pour une allocation de chômage compte tenu de son montant. Le Gouvernement de la Communauté française n'aperçoit pas en quoi cette réduction de traitement léserait plus l'intéressé que celle attachée à une suspension ordinaire. Il insiste aussi sur le fait que la mesure de réduction de traitement sera ultérieurement rapportée dans plusieurs hypothèses et notamment si aucune condamnation définitive n'est prononcée à l'égard de l'intéressé, avec même une augmentation par l'octroi d'intérêts de retard. Il rappelle aussi la jurisprudence dite du « service fait », selon laquelle toute rémunération nécessite en principe une contrepartie, à savoir les prestations accomplies par le membre du personnel et précise enfin que l'enseignant suspendu peut exercer une activité lucrative complémentaire.

La jurisprudence citée par les requérants n'est pas pertinente parce qu'elle ne condamne que des mesures de suspension préventive avec suppression totale du traitement.

A.14. Concernant la seconde branche du moyen, le Gouvernement de la Communauté française ajoute aux arguments déjà évoqués la précision suivante : la juridiction compétente pour connaître de la légalité d'une décision de suspension préventive n'est pas, pour ce qui concerne l'enseignement libre, le Conseil d'Etat puisque les décisions du pouvoir organisateur de l'enseignement libre n'émanent pas d'autorités administratives, mais de personnes de droit privé. Les juridictions compétentes sont donc les juridictions du travail de l'ordre judiciaire, statuant éventuellement en référé.

Le Gouvernement de la Communauté française n'accepte pas non plus l'idée que, par nature et nécessairement, toute sanction disciplinaire ou pénale n'interviendrait jamais dans un délai raisonnable.

Concernant la proportionnalité, le Gouvernement de la Communauté française relève que d'autres moyens d'atteindre le but poursuivi, à savoir la protection de l'enfant, pris par exemple par le juge d'instruction qui pourrait placer l'intéressé en détention préventive ou le laisser en liberté moyennant certaines conditions telles l'éloignement temporaire de ses victimes potentielles et ce en l'affectant à des tâches administratives, sont en réalité des mesures plus graves encore que la suspension préventive d'office, dont les juges d'instruction pourraient être tentés d'abuser à défaut d'autres mesures. On ne voit d'ailleurs pas où un enseignant pourrait être affecté, si ce n'est dans un établissement scolaire. La mesure aboutirait en réalité alors à le priver totalement de son emploi et de sa rémunération.

Le Gouvernement de la Communauté française estime donc que la Communauté française a pris les mesures qui étaient nécessaires en vue de préserver un intérêt jugé et qualifié de supérieur par la Convention relative aux droits de l'enfant.

Réponse du requérant dans l'affaire portant le numéro 1484 du rôle

A.15. Concernant l'intérêt à agir, le requérant réplique au Gouvernement de la Communauté française que les dispositions décrétales visent les enseignants en leur qualité spécifique et prévoient des régimes analogues pour les réseaux officiel ou libre : en sa qualité d'enseignant pouvant exercer tant dans l'enseignement officiel que dans l'enseignement libre, le requérant est directement concerné par les normes attaquées.

A.16. Le requérant réplique au Gouvernement de la Communauté française que le décret entrepris viole les règles de compétence parce qu'il ajoute indirectement aux règles de procédure pénale existantes, qui relèvent de la seule compétence de l'autorité fédérale, une mesure d'interdiction professionnelle qui, matériellement, s'assimile à une sanction. En outre, l'automaticité de la mesure porte directement atteinte à la présomption d'innocence, qui implique qu'en dehors de l'information ou de l'instruction pénale nécessitée par les besoins d'assurer l'ordre public, aucune conséquence de droit spécifique ne soit assortie du simple fait d'une inculpation ou d'une prévention. Les seules exceptions possibles — telle la détention préventive — sont toujours de nature exceptionnelle, prises au cas par cas et encadrées de garanties juridictionnelles spécifiques.

A.17. Le requérant critique par ailleurs l'objectif du législateur tel qu'il est précisé par le Gouvernement de la Communauté française. Selon lui, quand elle invoque l'inertie de certains pouvoirs organisateurs, la Communauté ne poursuit pas comme objectif d'alléger la tâche du pouvoir organisateur mais bien de le contraindre à exercer ses propres tâches. Ensuite et plus fondamentalement, le requérant estime que la Communauté française se méprend radicalement sur la portée de la procédure disciplinaire. L'objectif premier d'une procédure disciplinaire n'est pas tant la personne concernée que les nécessités du bon fonctionnement du service. Ce n'est dès lors pas tant la nature même des faits qui est importante pour une procédure disciplinaire que les répercussions sur le fonctionnement et la bonne fin des missions qui sont conférées aux personnes intéressées. Il en va de même, sinon davantage, des mesures qualifiées de mesures d'ordre puisqu'elles ne doivent avoir aucun caractère disciplinaire. Ces mesures traduisent la liberté d'autorités administratives d'organiser et de réorganiser les services et de disposer du potentiel humain que constituent les agents de la façon la plus opportune pour la bonne marche de l'administration. Dans la procédure disciplinaire, ce qui compte, ce n'est pas d'abord l'acte mais ses conséquences; c'est pour cela qu'il n'y a aucune incrimination prédéfinie. La procédure est par ailleurs autonome et implique un examen au cas par cas des incidences du comportement imputé à un agent sur la bonne fin du service qu'il assure. « Prévoir une mesure/sanction automatique dans le cadre de la procédure disciplinaire revient à remettre en cause tout l'équilibre de ladite procédure. Ce ne sont plus les conséquences sur le fonctionnement du service qui sont prises en compte, mais bien le comportement personnel de l'agent auquel s'attache la sanction automatique. C'est là dériver de la procédure disciplinaire elle-même pour glisser vers la procédure pénale, par l'imposition d'une sanction indirecte. »

Le requérant estime la mesure excessive, et dès lors non justifiée et discriminatoire, et relève que le décret permettrait de prendre d'autres mesures — suspension ordinaire et, éventuellement, mesure d'écartement sur-le-champ — qui rencontreraient les objectifs du législateur. Le requérant invoque à l'appui de cette thèse l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat et de la Ligue des droits de l'homme.

Réponse des requérants dans l'affaire portant le numéro 1485 du rôle

A.18. Concernant la recevabilité du moyen, les requérants répliquent au Gouvernement de la Communauté française qu'un moyen n'est irrecevable que s'il n'indique pas ou ne permet pas de déceler la règle constitutionnelle qui serait violée ainsi que les dispositions qui violeraient cette règle et en quoi celle-ci aurait été transgressée par ces dispositions.

Le deuxième terme de comparaison est tout à fait défini ou à tout le moins décelable, les enseignants visés doivent être comparés aux personnes qui, tout en étant dans la même situation que les membres du personnel enseignant — soit les autres membres du personnel d'établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française, qui sont inculpés ou prévenus pour des faits ou agissements visés à l'article 87bis, § 1^{er}, du décret du 1^{er} février 1993 — sans être privés de certains de leurs droits fondamentaux. Il s'agit également des membres du personnel enseignant inculpés ou prévenus pour d'autres faits que ceux qui sont visés, dont la gravité peut être aussi importante mais auxquels ne s'applique pas la suspension d'office avec suspension de traitement.

A.19. Le requérant réplique que l'atteinte à l'honneur et à la réputation de l'enseignant est bien plus importante quand il y a une suspension d'office puisque les autres membres du personnel, les parents et les élèves sauront que le membre du personnel est soupçonné de faits particulièrement graves à l'encontre de mineurs alors qu'ils ne peuvent savoir pour quelle raison une mesure de suspension ordinaire est adoptée.

Etre prévenu ou inculpé n'a rien en soi d'atteint à la réputation. Ce qui est reproché ici, c'est le fait de porter la prévention ou l'inculpation à la connaissance de tiers. Les règles de procédure pénale visent au contraire à protéger tant que faire se peut la réputation de l'inculpé. Le requérant reproche par ailleurs au Gouvernement de la Communauté française de tirer des arguments de l'expérience et de la pratique, en particulier des réactions de parents d'élèves. Les requérants pourraient d'ailleurs développer les conséquences désastreuses de l'application du décret quant aux réactions de leur entourage professionnel et familial.

A.20. Concernant la réduction de traitement, les requérants répliquent qu'une réduction brutale des revenus de l'intéressé, sans limitation précise dans le temps, constitue un traitement inhumain et/ou dégradant. La mesure est plus préjudiciable qu'une réduction de traitement dont serait assortie une suspension ordinaire parce qu'elle ne sera rapportée qu'après un délai indéfini, lorsqu'une juridiction se sera prononcée sur la culpabilité du membre du personnel, que ce membre et sa famille seront donc tributaires des lenteurs judiciaires et qu'il n'y a aucun recours effectif contre cette décision, à l'inverse de ce qui se passe dans une procédure ordinaire. Un remboursement ultérieur ne compense pas la privation durant toute la suspension et les intérêts accordés seront toujours inférieurs au taux pratiqué par les organismes bancaires.

Concernant la jurisprudence du service fait, aucune référence n'est donnée. Il est par ailleurs difficile de comprendre pourquoi l'article 88 du décret du 1^{er} février 1993, tel que modifié par les dispositions entreprises, prévoit que tout membre du personnel suspendu préventivement maintient son droit au traitement. Des motifs d'économie, pas plus que la protection des élèves, ne sont pas suffisants pour justifier une violation de droits fondamentaux.

A.21. Les requérants relèvent enfin que le système mis en place ne permet pas de contrôle judiciaire puisque le rôle du juge ne consiste plus qu'à vérifier que les conditions d'application légales ont bien été respectées.

Concernant la présomption d'innocence, les requérants relèvent que, en vue d'éviter que dans certains cas les pouvoirs organisateurs préjugent de la culpabilité d'un membre du personnel, la Communauté française a préféré porter elle-même une appréciation générale sur la culpabilité des membres du personnel, appréciation générale selon laquelle le membre du personnel est présumé coupable, jusqu'à preuve du contraire. Aucune des justifications invoquées n'autorise une violation de la présomption d'innocence.

Concernant le droit à un recours effectif, les requérants maintiennent que les mesures sont disproportionnées. « Si les mesures prises par le juge d'instruction peuvent en effet être plus graves que celles adoptées en application des dispositions entreprises, on relèvera qu'elles sont prises par un magistrat qui est le mieux à même d'évaluer la potentialité du danger que représente le membre du personnel puisqu'il dispose de l'ensemble des éléments du dossier, ce qui n'est évidemment pas le cas [du Gouvernement] de la Communauté française. » Une mise en liberté pourrait en outre être conditionnée par l'affectation du membre du personnel à une tâche administrative de secrétariat.

Concernant le délai raisonnable, « alléguer que les procédures pénales sont souvent très longues en raison, notamment, de l'arriéré judiciaire, n'a rien d'inadmissible ».

— B —

Quant à l'étendue du recours

B.1. Il ressort du contenu des deux requêtes que les griefs que formulent les requérants concernent les mesures de suspension préventive consécutives, de manière automatique, à une inculpation ou à une mise en prévention, auxquelles s'attache une réduction de traitement. Ces griefs concernent le décret attaqué en ce qu'il introduit un article 60bis dans le décret du 6 juin 1994 (enseignement officiel subventionné), un article 87bis dans le décret du 1^{er} février 1993 (enseignement libre subventionné) et un article 157ter dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 (enseignement de l'Etat).

Quant à la recevabilité

B.2.1. Selon le Gouvernement de la Communauté française, le requérant dans l'affaire portant le numéro 1484 du rôle, qui appartient au personnel enseignant de l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, ne justifie d'un intérêt qu'à l'annulation de l'article 2 du décret attaqué, qui seul concerne cet enseignement.

B.2.2. Cette question suppose que soient préalablement déterminés l'objet et la portée des dispositions entreprises. Elle est liée au fond et sera examinée avec celui-ci.

Quant au moyen tiré de la violation des règles répartitrices de compétences

B.3.1. Le premier moyen dans l'affaire portant le numéro 1484 du rôle est pris de la violation des règles répartitrices de compétences.

B.3.2. L'article 127, § 1^{er}, 2^o, de la Constitution confie à la Communauté française et à la Communauté flamande le soin de régler par décret l'enseignement, à l'exception : a) de la fixation du début et de la fin de l'obligation scolaire, b) des conditions minimales pour la délivrance des diplômes et c) du régime des pensions.

Les communautés ont, en vertu de cette disposition, la plénitude de compétence pour régler l'enseignement dans la plus large acception du terme, sauf les exceptions qui y sont explicitement mentionnées.

Cette compétence comprend la fixation des règles relatives au statut administratif et pécuniaire du personnel de l'enseignement, à l'exclusion de son régime de pension.

B.3.3. Compétentes pour fixer les règles relatives au statut administratif et pécuniaire du personnel de l'enseignement, les communautés sont compétentes pour régler le régime de suspension préventive et les conséquences pécuniaires qui peuvent en résulter.

En adoptant les dispositions entreprises, la Communauté française n'a pas méconnu les règles qui déterminent les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions.

Le premier moyen est rejeté.

Quant au moyen pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution

B.4.1. Le requérant dans l'affaire portant le numéro 1484 du rôle invoque un deuxième moyen qui est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément ou conjointement avec les articles 13, 144, 145 et 160 de la Constitution, du principe du droit à un recours effectif, de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Les requérants dans l'affaire portant le numéro 1485 du rôle invoquent un moyen pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution et des articles 3 et 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.4.2. Dans son avis sur l'avant-projet de décret, le Conseil d'Etat a attiré l'attention de la Communauté française sur les graves difficultés juridiques que pose la conséquence automatique qui est attachée à l'inculpation d'une personne. Il a rappelé à cet égard les droits fondamentaux de l'inculpé et le respect du principe d'égalité.

Il ressort des travaux préparatoires que la Communauté française a pris en considération cet avis dans la discussion mais qu'elle a estimé que l'atteinte aux droits fondamentaux de l'enseignant était justifiée par le principal objectif du projet, qui est de garantir et de préserver la protection de la santé physique et morale des enfants dont l'enseignement a la charge (*Doc.*, Parlement de la Communauté française, 1997-1998, n° 211/1, p. 2), et par le but d'assurer, dans la sérénité, la poursuite de l'enseignement et de l'éducation donnés dans l'établissement scolaire :

« A côté de l'addition de ces deux intérêts, l'un collectif (sérénité de l'enseignement dispensé dans un établissement scolaire comprenant en moyenne plusieurs centaines d'enfants), l'autre particulier (celui de l'enfant en cause) apparaît l'intérêt particulier de l'enseignant faisant l'objet de la mesure de suspension préventive d'office.

Si dans une société démocratique, chaque citoyen est en droit de penser qu'il conviendrait de privilégier plutôt l'un ou l'autre de ces intérêts, il apparaît que la Communauté française compétente en matière d'enseignement mais également en matière de protection de l'enfance et de la jeunesse se doit quant à elle légalement mais aussi plus fondamentalement moralement, de garantir et de préserver d'abord l'intérêt collectif d'un enseignement serein et l'intérêt particulier d'un enfant peut-être violé dans sa chair. » (*ibid.*, p. 4) (voy. aussi *Doc.*, Parlement de la Communauté française, 1997-1998, n° 211/8, p. 3)

Il ressort également des travaux préparatoires que le législateur décréto a voulu par ces dispositions agir contre l'inertie de certains pouvoirs organisateurs (*Doc.*, Parlement de la Communauté française, 1997-1998, n° 211/1, p. 7) et leur faciliter la tâche, en évitant, par l'automatisme de la mesure de suspension préventive, toute discussion qui ferait davantage encore présumer la culpabilité de l'enseignant :

« Une telle procédure protège l'ensemble des établissements des conflits potentiels qui ont été suscités jadis et qui ont divisé la communauté éducative; elle protège bien entendu les enfants et évite ainsi qu'on s'interroge sur la culpabilité éventuelle du professeur. » (*Doc.*, Parlement de la Communauté française, 1997-1998, n° 211/8, p. 10).

B.4.3. Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.4.4. Les dispositions entreprises créent une différence de traitement au détriment des enseignants puisque seuls ceux-ci, dans un tel cas, peuvent faire l'objet d'une mesure de suspension préventive automatique, avec une réduction de traitement.

Cette différence de traitement est fondée sur un critère objectif.

La mesure prise par le législateur décréto est par ailleurs pertinente au regard des objectifs poursuivis, l'objectif principal de protection des enfants et l'objectif d'assurer la sérénité dans l'établissement d'enseignement.

B.4.5. La Cour doit encore vérifier si la mesure est dans un rapport raisonnable de proportionnalité avec les objectifs poursuivis, compte tenu de l'atteinte aux droits fondamentaux.

Même si elle n'est pas une mesure pénale ni une mesure disciplinaire et même si elle se présente comme étant de nature purement administrative, une suspension préventive est une mesure grave pour la personne qui en est l'objet. Elle doit donc toujours être fondée sur des motifs qui sont appréciés *in concreto* au regard des intérêts supérieurs en cause, ici plus particulièrement les intérêts des enfants et de l'enseignement. Le contrôle du juge sur ces motifs — ainsi que sur la régularité de la procédure — est une garantie fondamentale pour l'intéressé.

Par les dispositions entreprises, le législateur s'est efforcé de déterminer de manière objective des faits et agissements particulièrement graves qui doivent justifier dès le moment où il y a inculpation ou mise en prévention une mesure automatique de suspension. Il a supprimé tout pouvoir d'appréciation *in concreto* d'une autorité et notamment du pouvoir organisateur et a limité dès lors corrélativement de manière importante le contrôle qui pourrait être exercé par un juge quant aux motifs fondant la mesure administrative.

Les dispositions entreprises sacrifient de manière disproportionnée par rapport au but poursuivi les droits fondamentaux de l'enseignant inculpé.

B.5. Les dispositions attaquées manifestent la volonté du législateur décréto d'établir un système uniforme de suspension automatique dans tous les réseaux d'enseignement.

Si la Cour devait limiter l'annulation du décret au régime de suspension préventive dans un seul de ces réseaux, il en résulterait une violation manifeste du principe d'égalité entre enseignants que le législateur décréto a entendu respecter.

B.6. La Cour annule dès lors les dispositions du décret attaqué en ce qu'elles introduisent un système de suspension automatique dans l'enseignement organisé par la Communauté française, ainsi que dans l'enseignement officiel et dans l'enseignement libre qu'elle subsidie.

Par ces motifs,

la Cour

annule les dispositions du décret de la Communauté française du 6 avril 1998 portant modification du régime de la suspension préventive dans l'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française, en ce qu'elles introduisent :

— un article 60*bis* dans le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné;

— un article 87*bis* dans le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné;

— un article 157*ter* dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 19 janvier 2000.

Le greffier,

L. Potoms

Le président,

M. Melchior

ARBITRAGEHOF

N. 2000 — 558

[C — 2000/21043]

Arrest nr. 2/2000 van 19 januari 2000

Rolnummers 1484 en 1485

In zake : de beroepen tot gedeeltelijke vernietiging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 6 april 1998 houdende wijziging van de regeling inzake preventieve schorsing in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd onderwijs, ingesteld door P. Matheys en J. Haegens en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en G. De Baets, en de rechters P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans, A. Arts en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen*

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 11 december 1998 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 14 december 1998, hebben, enerzijds, P. Matheys, wonende te 1180 Brussel, Bonapartelaan 34, en, anderzijds, J. Haegens, L. Vanderhasten, J. Guilbert en B. Lambotte, die allen keuze van woonplaats hebben gedaan te 1170 Brussel, Terhulpesteenweg 150, beroep tot gedeeltelijke vernietiging ingesteld van het decreet van de Franse Gemeenschap van 6 april 1998 houdende wijziging van de regeling inzake preventieve schorsing in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd onderwijs (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 juni 1998).

Die zaken zijn ingeschreven respectievelijk onder de nummers 1484 en 1485 van de rol van het Hof.

II. *De rechtspleging*

Bij beschikkingen van 14 december 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetels aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 19 januari 1999 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 19 februari 1999 *ter post* aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 februari 1999.

De Franse Gemeenschapsregering, Surllet de Chokierplein 15-17, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 2 april 1999 *ter post* aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 26 april 1999 *ter post* aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

— de verzoekende partijen in de zaak met rolnummer 1485, bij op 25 mei 1999 *ter post* aangetekende brief;

— de verzoekende partij in de zaak met rolnummer 1484, bij op 26 mei 1999 *ter post* aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 26 mei 1999 en 30 november 1999 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 11 december 1999 en 11 juni 2000.

Bij beschikking van 27 oktober 1999 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 25 november 1999.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 28 oktober 1999 *ter post* aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 25 november 1999 :

— zijn verschenen :

. Mr. J. Sambon *loco* Mr. B. Dayez, advocaten bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partij in de zaak met rolnummer 1484;

. Mr. L. De Coninck *loco* Mr. B. André, advocaten bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen in de zaak met rolnummer 1485;

. Mr. M. Kestemont-Soumeryn en Mr. A. Vagman, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Franse Gemeenschapsregering;

- hebben de rechters-verslaggevers J. Delruelle en A. Arts verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. Onderwerp van de in het geding zijnde bepalingen

Het decreet van de Franse Gemeenschap van 6 april 1998 houdende wijziging van de regeling inzake preventieve schorsing in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd onderwijs bepaalt in artikel 1 ervan :

« In het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij de decreten van 10 april 1995 en 25 juli 1996, wordt het Hoofdstuk VIII. - Preventieve schorsing vervangen door het volgende hoofdstuk :

'Hoofdstuk VIII. - Preventieve schorsing : administratieve maatregel

Art. 60. § 1. Als het belang van de dienst of van het onderwijs dat vereist, kan een procedure voor preventieve schorsing ingezet worden tegen een vastbenoemd personeelslid :

- 1° indien het strafrechtelijk wordt vervolgd;
- 2° zodra de inrichtende macht een tuchtprocedure tegen hem inzet;
- 3° zodra de inrichtende macht hem bij een ter post aangetekende brief kennis geeft van de vaststelling van een onverenigbaarheid.

§ 2. De bij dit hoofdstuk geregelde preventieve schorsing is een louter administratieve maatregel, geen straf.

Ze wordt door de inrichtende macht uitgesproken en met redenen omkleed. Ze verwijderd het personeelslid uit zijn ambt.

Tijdens de duur van de preventieve schorsing behoudt het personeelslid de administratieve stand 'dienstactiviteit'.

§ 3. Vóór elke preventieve schorsingsmaatregel, moet het personeelslid de gelegenheid gekregen hebben om door de inrichtende macht te worden gehoord.

[...]

Art. 60bis. § 1. In afwijking van § 1 van artikel 60, wordt het lid van ambtswege preventief geschorst wanneer het verdacht of beklaagd wordt van feiten en/of daden die strafbaar zijn krachtens een van de hierna vernoemde artikelen vermeld in de Titels VII of VIII van het Boek II van het Strafwetboek :

- 364, 365, 368, 369, 370, 372, 379, 380bis, §§ 4 en 5, 380quinquies, § 1, 382bis, 383bis, 386, 396, 401bis;
- 373, 375, 376, 377, 378bis, 393, 394, 397, voor zover het slachtoffer van de misdaad of het misdrijf een minderjarige is of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of het tehuis bedoeld bij artikel 1, 1° van dit decreet waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;
- 380bis, § 1, 1°, voor zover de meerderjarige die erin bedoeld is een leerling is van de schoolinrichting of van het tehuis bedoeld bij artikel 1, 1° van dit decreet waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;
- 380bis, § 1, 4°, voor zover de meerderjarige die werd uitgebuit op het vlak van ontucht of prostitutie een leerling is van de schoolinrichting of van het tehuis bedoeld bij artikel 1, 1° van dit decreet, waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;
- 380bis, § 2, voor zover het een poging betreft om de in § 1, 1° en 4° bedoelde misdrijven te plegen, alleen binnen de hierboven voor deze bepalingen nader omschreven perken;
- 380bis, § 3, voor zover het de in § 1, 1° en 4° bedoelde misdrijven betreft, alleen binnen de hierboven voor deze bepalingen nader omschreven perken;
- 380quater, voor zover de persoon die tot ontucht wordt aangezet een minderjarige is of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het tehuis bedoeld bij artikel 1, 1° van dit decreet, waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;
- 380quinquies, § 2 en § 3, voor zover een minderjarige of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het tehuis bedoeld bij artikel 1, 1° van dit decreet, waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent, betrokken is bij de dienstaanbiedingen die erin bedoeld zijn;
- 385, voor zover het zedenmisdrijf gepleegd werd in aanwezigheid van een minderjarige of van een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het tehuis bedoeld bij artikel 1, 1° van dit decreet, waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;
- 398, 399, 400, 401, voor zover het een minderjarige betreft of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het tehuis bedoeld bij artikel 1, 1° van dit decreet, waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent, die geslagen werd of verwondingen heeft opgelopen.

Vanaf de dag waarop de inrichtende macht er kennis van heeft gekregen dat het personeelslid wordt verdacht of beklaagd, moet zij tegen hem de in § 4 van artikel 60 bedoelde verwijderingsmaatregel treffen.

Binnen de tien werkdagen die volgen op de verwijderingsmaatregel moet de procedure voor preventieve schorsing ingezet worden inzonderheid met naleving van de §§ 3 en 4, lid 2, van hetzelfde artikel.

§ 2. Indien de inrichtende macht zich niet schikt naar de bepalingen van § 1, stuurt de Regering haar een ingebrekestelling met het verzoek binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen vanaf deze ingebrekestelling het bewijs voor te leggen dat de in § 1 bepaalde maatregelen werden genomen. De Regering kan bij besluit deze bevoegdheid delegeren aan de minister die functioneel bevoegd is.

Indien bij het verstrijken van deze termijn van dertig kalenderdagen de inrichtende macht het bewijs niet heeft geleverd dat zij de in § 1 bepaalde maatregelen heeft genomen, ontvangt zij voor een hierna bepaalde duur geen werkingstoelagen meer voor de inrichting(en) waar het betrokken personeelslid zijn volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent.

De in het vorige lid bedoelde periode begint te lopen vanaf het verstrijken van de termijn van dertig kalenderdagen en duurt tot de dag waarop de inrichtende macht het bewijs heeft geleverd de in § 1 bepaalde maatregelen te hebben getroffen.

§ 3. De maatregel tot preventieve schorsing van ambtswege bedoeld bij § 1, lid 1 wordt behouden tegen het personeelslid :

- 1° dat niet definitief strafrechtelijk werd veroordeeld, op basis van een van de bij § 1, lid 1 bedoelde artikelen van het Strafwetboek waartegen het personeelslid zijn gewone rechten op beroep heeft laten gelden;
- 2° tegen wie een tuchtprocedure is ingezet of doorgezet ten gevolge van een definitieve strafrechtelijke veroordeling uitgesproken op basis van een van de artikelen van het Strafwetboek bedoeld bij § 1, lid 1.

Daarentegen heeft de maatregel tot preventieve schorsing van ambtswege geen uitwerking meer indien het personeelslid in eerste instantie vrijgesproken wordt en waartegen gewoon beroep wordt aangetekend.

In dit geval kan de inrichtende macht evenwel beslissen de preventieve schorsing van het betrokken personeelslid te handhaven in toepassing van artikel 60.

[...]' »

Het decreet van de Franse Gemeenschap van 6 april 1998 houdende wijziging van de regeling inzake preventieve schorsing in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd onderwijs bepaalt in artikel 2 ervan :

« In het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij de decreten van 22 december 1994, 15 april 1995 en 25 juli 1996, wordt het Hoofdstuk X. - Preventieve schorsing vervangen door het volgende hoofdstuk :

'Hoofdstuk X. - Preventieve schorsing : administratieve maatregel

Art. 87. § 1. Als het belang van de dienst of van het onderwijs dat vereist, kan een procedure voor preventieve schorsing ingezet worden tegen een vastbenoemd personeelslid :

1° indien het strafrechtelijk wordt vervolgd;

2° zodra de inrichtende macht een tuchtprocedure tegen hem inzet;

3° zodra de inrichtende macht hem bij een ter post aangetekende brief kennis geeft van de vaststelling van een onverenigbaarheid;

§ 2. De bij dit hoofdstuk geregelde preventieve schorsing is een louter administratieve maatregel, geen straf.

Ze wordt door de inrichtende macht uitgesproken en met redenen omkleed. Ze verwijderd het personeelslid uit zijn ambt.

Tijdens de duur van de preventieve schorsing behoudt het personeelslid de administratieve stand 'dienstactiviteit'.

§ 3. Vóór elke preventieve schorsingsmaatregel, moet het personeelslid de gelegenheid gekregen hebben om door de inrichtende macht te worden gehoord.

[...]

Art. 87bis. § 1. In afwijking van § 1 van artikel 87, wordt het lid van ambtswege preventief geschorst wanneer het verdacht of beklaagd wordt van feiten en/of daden die strafbaar zijn krachtens een van de hierna vernoemde artikelen vermeld in de Titels VII of VIII van het Boek II van het Strafwetboek :

— 364, 365, 368, 369, 370, 372, 379, 380bis, §§ 4 en 5, 380quinquies, § 1, 382bis, 383bis, 386, 396, 401bis;

— 373, 375, 376, 377, 378bis, 393, 394, 397, voor zover het slachtoffer van de misdaad of het misdrijf een minderjarige is of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 380bis, § 1, 1°, voor zover de meerderjarige die erin bedoeld is een leerling is van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 380bis, § 1, 4°, voor zover de meerderjarige die werd uitgebuit op het vlak van ontucht of prostitutie een leerling is van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 380bis, § 2, voor zover het een poging betreft om de in § 1, 1° en 4° bedoelde misdrijven te plegen, alleen binnen de hierboven voor deze bepalingen nader omschreven perken;

— 380bis, § 3, voor zover het de in § 1, 1° en 4° bedoelde misdrijven betreft, alleen binnen de hierboven voor deze bepalingen nader omschreven perken;

— 380quater, voor zover de persoon die tot ontucht wordt aangezet een minderjarige is of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 380quinquies, § 2 en § 3, voor zover een minderjarige of een meerderjarige of een leerling van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent, betrokken is bij de dienstaanbiedingen die erin bedoeld zijn;

— 385, voor zover het zedenmisdrijf gepleegd werd in aanwezigheid van een minderjarige of van een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 398, 399, 400, 401, voor zover het een minderjarige betreft of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent, die geslagen werd of verwondingen heeft opgelopen.

Vanaf de dag waarop de inrichtende macht er kennis van heeft gekregen dat het personeelslid wordt verdacht of beklaagd, moet zij tegen hem de in § 4 van artikel 87 bedoelde verwijderingsmaatregel treffen.

Binnen de tien werkdagen die volgen op de verwijderingsmaatregel moet de procedure voor preventieve schorsing ingezet worden inzonderheid met naleving van de §§ 3 en 4, lid 3, van hetzelfde artikel.

§ 2. Indien de inrichtende macht zich niet schikt naar de bepalingen van § 1, stuurt de Regering haar een ingebrekestelling met het verzoek binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen vanaf deze ingebrekestelling het bewijs voor te leggen dat de in § 1 bepaalde maatregelen werden genomen. De Regering kan bij besluit deze bevoegdheid delegeren aan de minister die functioneel bevoegd is.

Indien bij het verstrijken van deze termijn van dertig kalenderdagen de inrichtende macht het bewijs niet heeft geleverd dat zij de in § 1 bepaalde maatregelen heeft genomen, ontvangt zij voor een hierna bepaalde duur geen werkingstoelagen meer voor de inrichting(en) waar het betrokken personeelslid zijn volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent.

De in het vorige lid bedoelde periode begint te lopen vanaf het verstrijken van de termijn van dertig kalenderdagen en duurt tot de dag waarop de inrichtende macht het bewijs heeft geleverd de in § 1 bepaalde maatregelen te hebben getroffen.

§ 3. De maatregel tot preventieve schorsing van ambtswege bedoeld bij § 1, lid 1 wordt behouden tegen het personeelslid :

1° dat niet definitief strafrechtelijk werd veroordeeld, op basis van een van de bij § 1, lid 1 bedoelde artikelen van het Strafwetboek, waartegen het personeelslid zijn gewone rechten op beroep heeft laten gelden;

2° tegen wie een tuchtprocedure is ingezet of doorgezet ten gevolge van een definitieve strafrechtelijke veroordeling uitgesproken op basis van een van de artikelen van het Strafwetboek bedoeld bij § 1, lid 1.

Daarentegen heeft de maatregel tot preventieve schorsing van ambtswege geen uitwerking meer indien het personeelslid in eerste instantie vrijgesproken wordt bij een vonnis waartegen gewoon beroep wordt aangetekend.

In dit geval kan de inrichtende macht evenwel beslissen de preventieve schorsing van het betrokken personeelslid te handhaven in toepassing van artikel 87.

[...]' »

Het decreet van de Franse Gemeenschap van 6 april 1998 houdende wijziging van de regeling inzake preventieve schorsing in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd onderwijs bepaalt in artikel 3 ervan :

« In het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt het Hoofdstuk IXbis. - Preventieve schorsing, er ingevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 september 1991 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993 vervangen door het volgende hoofdstuk :

'Hoofdstuk IXbis. - Preventieve schorsing : Administratieve maatregel

Art. 157bis. § 1. Als het belang van de dienst of van het onderwijs dat vereist, kan een procedure voor preventieve schorsing ingezet worden tegen een vastbenoemd personeelslid :

1° indien het strafrechtelijk wordt vervolgd;

2° voordat het tuchtrechtelijk wordt vervolgd of indien het tuchtrechtelijk wordt vervolgd;

3° zodra de minister hem bij ter post aangetekende brief kennis geeft van de vaststelling van een onverenigbaarheid.

§ 2. De bij dit hoofdstuk geregelde preventieve schorsing is een louter administratieve maatregel, geen straf.

Ze wordt door de minister uitgesproken en met redenen omkleed. Ze verwijderd het personeelslid uit zijn ambt.

Tijdens de duur van de preventieve schorsing behoudt het personeelslid de administratieve stand 'dienstactiviteit'.

§ 3. Vóór elke preventieve schorsingsmaatregel, moet het personeelslid de gelegenheid gekregen hebben om door het hoofd van het bestuur te worden gehoord.

[...]

Art. 157ter. In afwijking van § 1 van artikel 157bis, wordt het personeelslid van ambtswege preventief geschorst wanneer het verdacht of beklaagd wordt van feiten en/of daden die strafbaar zijn krachtens een van de hierna vernoemde artikelen vermeld in de Titels VII of VIII van het Boek II van het Strafwetboek :

— 364, 365, 368, 369, 370, 372, 379, 380bis, §§ 4 en 5, 380quinquies, § 1, 382bis, 383bis, 386, 396, 401bis;

— 373, 375, 376, 377, 378bis, 393, 394, 397, voor zover het slachtoffer van de misdaad of het misdrijf een minderjarige is of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 380bis, § 1, 1°, voor zover de meerderjarige die erin bedoeld is een leerling is van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 380bis, § 1, 4°, voor zover de meerderjarige die werd uitgebuit op het vlak van ontucht of prostitutie een leerling is van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 380bis, § 2, voor zover het een poging betreft om de in § 1, 1° en 4° bedoelde misdrijven te plegen, alleen binnen de hierboven voor deze bepalingen nader omschreven perken;

— 380bis, § 3, voor zover het de in § 1, 1° en 4° bedoelde misdrijven betreft, alleen binnen de hierboven voor deze bepalingen nader omschreven perken;

— 380quater, voor zover de persoon die tot ontucht wordt aangezet een minderjarige is of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 380quinquies, § 2 en § 3, voor zover een minderjarige of een minderjarige of een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent, betrokken is bij de dienstaanbiedingen die erin bedoeld zijn;

— 385, voor zover het zedenmisdrijf gepleegd werd in aanwezigheid van een minderjarige of van een meerderjarige leerling van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent;

— 398, 399, 400, 401, voor zover het een minderjarige of meerderjarige leerling betreft van de schoolinrichting of van het internaat waar het personeelslid een volledig of gedeeltelijk ambt uitoefent, die geslagen werd of verwondingen heeft opgelopen.

Vanaf de dag waarop de minister er kennis van heeft gekregen dat het personeelslid wordt verdacht of beklaagd, moet hij tegen hem de in § 4 van artikel 157bis bedoelde verwijderingsmaatregel treffen.

Binnen de tien werkdagen die volgen op de verwijderingsmaatregel moet de procedure voor preventieve schorsing ingezet worden inzonderheid met naleving van de §§ 3 en 4, lid 2, van hetzelfde artikel.

De maatregel tot preventieve schorsing van ambtswege bedoeld bij lid 1 wordt behouden tegen het personeelslid :

1° dat niet definitief strafrechtelijk werd veroordeeld, op basis van een van de bij lid 1 bedoelde artikelen van het Strafwetboek, waartegen het personeelslid zijn gewone rechten op beroep heeft laten gelden;

2° tegen wie een tuchtprocedure is ingezet of doorgezet ten gevolge van een definitieve strafrechtelijke veroordeling uitgesproken op basis van een van de artikelen van het Strafwetboek bedoeld bij lid 1.

Daarentegen heeft de maatregel tot preventieve schorsing van ambtswege geen uitwerking meer indien het personeelslid in eerste instantie vrijgesproken wordt bij een vonnis waartegen gewoon beroep wordt aangetekend.

In dit geval kan de minister evenwel beslissen de preventieve schorsing van het betrokken personeelslid te handhaven in toepassing van artikel 157bis.

[...] »

IV. In rechte

— A —

Standpunt van de verzoeker in de zaak met rolnummer 1484

A.1. De verzoeker vordert de vernietiging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 6 april 1998 « houdende wijziging van de regeling inzake preventieve schorsing in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd onderwijs », doordat het de artikelen 60, § 2, eerste lid, en 60bis van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs wijzigt (artikel 1), alsmede de artikelen 87, § 2, eerste lid, en 87bis van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs (artikel 2) en de artikelen 157bis, § 2, eerste lid, en 157ter van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen (artikel 3).

A.2. De verzoeker is leerkracht in een college dat tot het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs behoort. Door een gerechtelijk onderzoek dat tegen hem loopt, dreigt hij preventief geschorst te worden en heeft hij dus belang bij het beroep tot vernietiging.

A.3. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de bevoegdheidverdelende regels, meer bepaald van artikel 127 van de Grondwet en de artikelen 4, 5 en 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Doordat de Franse Gemeenschap automatisch een schorsing van ambtswege, een verwijdering uit het ambt en een weddevermindering koppelt aan een strafrechtelijke inverdenkingstelling, maakt zij inbreuk op de bevoegdheden van de federale wetgever inzake strafzaken en strafprocedure. Die maatregel kan niet worden beschouwd als een louter administratieve maatregel die niet gelijkstaat met een sanctie, aangezien hij rechtstreeks verbonden is met een strafrechtelijke inverdenkingstelling. Welnu, alleen de federale wetgever is bevoegd om, expliciet of impliciet, de artikelen 364, 365, 368, 369, 370, 372, 373, 375, 376, 377, 378bis, 379, 380bis, 380quater, 380quinquies, 382bis, 383bis, 386, 393, 394, 396, 397, 398, 399, 400, 401 en 401bis van de titels VII of VIII van boek II van het Strafwetboek te wijzigen.

Wat er ook van zij, volgens de verzoeker is de gemeenschapswetgever tussengekomen in de strafprocedure. Daarbij heeft hij de regels geschonden die verbonden zijn met de inverdenkingstelling, de tenlastelegging en het vermoeden van onschuld, en heeft hij op die manier inbreuk gemaakt op de bevoegdheden van de federale wetgever.

A.4. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk beschouwd en in samenhang met de artikelen 13, 144, 145 en 160 van de Grondwet, van het beginsel van het recht op daadwerkelijk beroep, van artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en van artikel 14 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

Door automatisch in een voorlopige schorsing, een verwijdering uit het ambt en een weddevermindering te voorzien, schendt de bestreden bepaling op onevenredige wijze het vermoeden van onschuld, aangezien de sanctie voortvloeit uit een gewone inverdenkingstelling of tenlastelegging, terwijl zelfs geen enkele strafrechtelijke veroordeling is uitgesproken die kracht van gewijsde heeft verkregen.

Een strafonderzoek kan per definitie *in rem* worden ingesteld ten aanzien van de feiten die een tijd geleden zijn gepleegd. Vaak wordt een aantal onderzoeksverrichtingen gevraagd waarvoor eveneens tijd nodig is. Zelfs indien er een tenlastelegging is, wordt die maatregel als dusdanig niet openbaar gemaakt. Men ziet niet goed in op welke manier de inrichtende macht hiervan kennis kan nemen. Men ziet helemaal niet in om welke reden van de gewone schorsingsprocedure zou moeten worden afgeweken zoals ze in de artikelen 60, 87 en 157bis van de door het decreet gewijzigde bepalingen is vastgesteld, des te meer daar die procedure gekoppeld is aan maatregelen tot onmiddellijke verwijdering « als de hem ten laste gelegde feiten zo ernstig zijn dat het in het belang van het onderwijs wenselijk is dat het lid niet langer op school aanwezig is ».

Volgens de verzoeker is het feit dat de maatregel als een sanctie wordt beschouwd waartegen geen beroep kan worden ingesteld, een ernstige schending van het recht op daadwerkelijk beroep. Er wordt herinnerd aan het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State over het voorontwerp van decreet. Er is dus sprake van discriminatie tussen de leerkracht die als verdachte of beklaagde door het decreet wordt beoogd en de andere burgers die verdachte of beklaagde zijn, evenals tussen de door het decreet beoogde personeelsleden aan wie één van de door het Strafwetboek strafbaar gestelde gedragingen ten laste wordt gelegd en diezelfde personeelsleden aan wie andere feiten, die even ernstig zouden kunnen zijn, ten laste zouden worden gelegd.

Standpunt van de verzoekers in de zaak met rolnummer 1485

A.5. Het beroep tot vernietiging in de zaak met rolnummer 1485 heeft betrekking op artikel 2 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 6 april 1998 houdende wijziging van de regeling inzake preventieve schorsing in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd onderwijs.

De verzoekers zijn leerkrachten in het gesubsidieerd vrij onderwijs en zijn preventief geschorst of kunnen preventief worden geschorst. Zij hebben er dus belang bij om de bepaling te bestrijden.

A.6. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en de artikelen 3 en 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Het beoogt de bestreden bepalingen doordat zij de schorsing van ambtswege vastleggen van het personeelslid dat in verdenking is gesteld of beschuldigd van de bedoelde strafbare feiten en/of handelingen en doordat zij die schorsing koppelen aan een halvering van de wedde van het betrokken personeelslid. Het middel bestaat uit twee onderdelen. In een eerste onderdeel verwijten de verzoekers de bestreden bepalingen een onmenselijke en vernederende behandeling op te leggen aan het personeelslid voor wie het vermoeden van onschuld geldt, en het beginsel van gelijkheid tussen de Belgen te schenden door die persoon de bescherming te ontfagen die is vastgelegd in artikel 3 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. In een tweede onderdeel verwijten de verzoekers de bestreden bepalingen de rechten van de verdediging ernstig te schenden en hierdoor ook de gelijkheid tussen de Belgen, door de betrokken personen de bescherming te ontfagen die is vastgelegd in artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens of dan toch tenminste het voordeel van het algemene beginsel van de rechten van de verdediging.

De verzoekers zijn van mening dat het nagestreefde doel — de fysieke en morele gezondheid van de kinderen voor wie het onderwijs de zorg op zich neemt, waarborgen en beschermen — lovenswaardig is maar dat de aangewende middelen totaal onevenredig zijn. Het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State wordt ter ondersteuning van die stelling aangevoerd. Indien men overigens aanneemt dat de wetgever eveneens het collectieve belang nastreeft van sereen onderwijs, moet men erkennen dat de nieuwe tekst dat belang in geen enkel opzicht verbetert en dat de wijziging van het decreet niet nodig was. Het feit dat er automatisch een schorsing volgt, zal daarentegen tot gevolg hebben dat situaties die anders door het geheim van het gerechtelijk onderzoek niet aan het licht zouden zijn gekomen, openbaar worden gemaakt.

A.7. Ter ondersteuning van het eerste onderdeel van het middel beroepen de verzoekers zich op de rechtspraak van het Europees Hof en de Europese Commissie voor de Rechten van de Mens over het begrip « onmenselijke of vernederende behandeling ». Ze besluiten eruit dat de schorsing van ambtswege van de leerkracht voor wie nochtans het vermoeden van onschuld geldt, zulk een behandeling is, aangezien zij voor die persoon moreel, psychologisch en sociaal leed veroorzaakt dat onevenredig is met het doel dat door de overheid wordt nagestreefd. « Het personeelslid dat op die manier is geschorst, wordt letterlijk met de vinger gewezen, aangeklaagd als een potentieel gevaarlijk wezen dat geacht wordt zich schuldig te hebben gemaakt aan daden van pedofilie en/of geweld, wat in de huidige context gelijkstaat met een terechtstelling. » Er worden uittreksels uit de parlementaire voorbereiding aangehaald om aan te tonen dat de auteurs van het decreet zich bewust waren van de vreselijke gevolgen die deze verdenking kan hebben.

De verzoekers zijn overigens van mening dat de halvering van de wedde, zoals zij voortvloeit uit het nieuwe artikel 88, eerste lid, van het decreet van 1 februari 1993, eveneens een onmenselijke en vernederende behandeling is, met name doordat de duur ervan niet is bepaald en zeker maanden, of zelfs jaren kan duren. Zij zal immers pas worden ingetrokken na afloop van de straf- of tuchtprocedure. De rechtspraak van de gewone en administratieve rechtscolleges wordt ter ondersteuning van die stelling aangevoerd.

A.8. Wat het tweede onderdeel betreft, beroepen de verzoekers zich eveneens op de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens over de toepasselijkheid van artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en over de inachtneming van het recht op toegang tot een onafhankelijke en onpartijdige rechterlijke instantie welke bij de wet is ingesteld. Volgens hen zijn die garanties niet vervuld aangezien elke vorm van controle van het administratief rechtscollege, tenzij met betrekking tot het naleven van de vormvoorschriften, is uitgesloten doordat de schorsing en de weddevermindering automatisch plaatsvinden. Bovendien is een controle die alleen betrekking heeft op het gebruik, door de publiekrechtelijke rechtspersoon, van zijn discretionaire bevoegdheden op een wijze die verenigbaar is met het doel van de wet, te beperkt om een daadwerkelijke rechterlijke controle te worden genoemd in de zin van artikel 6.1 van het voormelde Verdrag. Het is niet voldoende om de schorsingsmaatregel een ordemaatregel te noemen om de toepassing van die bepalingen te weren, aangezien het kan gaan om een verholven tuchtstraf waarmee de overheid het personeelslid straft wegens zijn handelingen.

De bestreden bepalingen miskennen eveneens het recht om binnen een redelijke termijn te worden berecht, aangezien de weddevermindering en de schorsing op geen enkele wijze in de tijd zijn beperkt. De administratie is immers niet verplicht om binnen een redelijke termijn een administratieve straf uit te spreken.

Het algemene beginsel van de rechten van de verdediging wordt eveneens miskend, ondanks het voorafgaande verhoor waarin het decreet voorziet. De schorsingsmaatregel wordt immers ambtshalve uitgesproken, welke de argumenten ook zijn die de persoon aanvoert. Dat voorafgaand verhoor is dus volkomen zinloos. Het bestaat alleen om de indruk te wekken dat het personeelslid zich kan verdedigen. Het verandert niets aan het automatische karakter van de schorsing. Het advies van de Raad van State wordt opnieuw ter ondersteuning van die stelling aangevoerd.

De miskening van artikel 6.2 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens wordt nogmaals aangevoerd door de verzoekers, aangezien de genoemen maatregelen tot gevolg hebben dat de betrokken personen worden bestraft voor daden waarvoor zij nog niet zijn berecht.

Standpunt van de Franse Gemeenschapsregering

A.9. Volgens de Franse Gemeenschapsregering doet de verzoeker in de zaak met rolnummer 1484, die tot het onderwijzend personeel behoort van het vrij onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd, alleen van een belang blijken bij de vernietiging van artikel 2 van het bestreden decreet, dat alleen op dat soort onderwijs betrekking heeft.

Ten aanzien van het middel dat is afgeleid uit de schending van de bevoegdheidsverdelende regels

A.10. Volgens de Franse Gemeenschapsregering is de preventieve schorsingsmaatregel een gewone maatregel van inwendige aard, in het belang van de dienst, waarvan het doel is een persoon uit de dienst te verwijderen die door zijn handelingen of door zijn aanwezigheid de goede werking van de school zou kunnen schaden. Het gaat niet om een tuchtstraf noch om een strafrechtelijke straf. Het is in afwachting van de afloop van een tucht- of strafprocedure dat tot de maatregel wordt beslist en dat deze gehandhaafd blijft.

Men ziet niet in dat als gevolg van het feit dat de preventieve schorsing van ambtswege wordt opgelegd, die maatregel een strafrechtelijke straf zou worden die voorbehouden is aan de federale bevoegdheid. De inrichtende macht kan daarentegen onmogelijk oordelen over de « schuld van de betrokkene », de feiten die hem ten laste worden gelegd en het belang van de dienst. De Franse Gemeenschap heeft juist in een beperkt aantal strikt omschreven gevallen enig oordeel in dat opzicht willen vermijden. Het gaat om gevallen waarin blijkt dat het belang van de leerlingen rechtstreeks en ernstig dreigt te worden geschaad : enkel wanneer de betrokkene in verdenking is gesteld of beschuldigd van zedenfeiten of pedofilie of andere misdaden en wanbedrijven gepleegd op minderjarigen of op minderjarige of meerderjarige leerlingen van de instelling waar de leerkracht zijn ambt geheel of gedeeltelijk uitoefent, wordt een maatregel tot preventieve schorsing van ambtswege genomen. Ter ondersteuning van het hogere belang van het kind beroept de Franse Gemeenschapsregering zich op het Verdrag inzake de rechten van het kind.

Het is met dezelfde bedoeling dat de wetgever de inhouding op de wedde van de leerkracht heeft aangewend. Er wordt dus geen afbreuk gedaan aan het vermoeden van onschuld. In de parlementaire voorbereiding is nogmaals onderstreept dat wanneer een persoon in verdenking is gesteld of beschuldigd, het vermoeden van onschuld niet in het geding wordt gebracht tot op het ogenblik dat de rechtbank zich ten gronde heeft uitgesproken.

De Franse Gemeenschapsregering preciseert verder dat, ook al verwijst het bestreden decreet naar bepaalde artikelen van het Strafwetboek, het die bepalingen niet wijzigt en evenmin afbreuk doet aan de bevoegdheden van het openbaar ministerie en van de onderzoeksrechter, die vrij blijven om te beslissen of, naar gelang van het geval, de betrokkene rechtstreeks voor de rechtbank wordt gedagvaard ofwel hij in verdenking wordt gesteld. « Men kan niet anders dan vaststellen dat geen enkele van de hier bestreden bepalingen die magistraten ertoe dwingt de inrichtende macht op de hoogte te stellen van de inverdenkingstelling of de verwijzing naar de bevoegde rechtbank van een van haar personeelsleden. Die kennisgeving gebeurt wel, maar op grond van een overeenkomst tussen de federale en de gemeenschapsoverheid. » Het decreet verwijst overigens naar het begrip « inverdenkingstelling » zoals bepaald in de federale wet, zonder de zin noch de inhoud ervan te wijzigen. De hoedanigheid van beklagde, die niet is bepaald door een wet, ligt niettemin vast vanuit de gerechtelijke en strafrechtelijke praktijk als de hoedanigheid van een persoon die voor een strafrecht verschijnt wegens feiten die hem worden verweten en waarvoor hij veroordeeld kan worden tot een straf waarin de wet voorziet. Het is naar dat heel precieze begrip dat het decreet verwijst.

De gemeenschapswetgever is dus duidelijk binnen de grenzen van zijn bevoegdheid gebleven.

Ten aanzien van het middel afgeleid uit de schending van de regels van gelijkheid en niet-discriminatie

A.11. Wat het middel betreft dat is afgeleid uit de schending van de regels van gelijkheid en niet-discriminatie, herinnert de Franse Gemeenschapsregering eraan dat de maatregel tot preventieve schorsing van ambtswege op geen enkele wijze afbreuk doet aan het vermoeden van onschuld. De inrichtende macht kan die maatregel alleen nemen wanneer zij op de hoogte is gesteld van de tenlastelegging of inverdenkingstelling en heeft nagegaan of wel degelijk aan de voorwaarden die door het decreet zijn vastgesteld, is voldaan. Of die voorwaarden zijn vervuld, zal meer bepaald tijdens het verhoor van de betrokkene worden onderzocht. De maatregel kan alleen worden genomen wanneer er sprake is van een inverdenkingstelling in de zin van artikel 61bis van het Wetboek van Strafvordering en/of indien de betrokkene naar een strafrecht is verwezen. Het informeren van de inrichtende macht gebeurt dan via het Ministerie van Justitie door het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

In zijn advies heeft de Raad van State de bepaling verweten dat er geen daadwerkelijk beroep mogelijk is om reden dat de controle van de rechter, net zoals die van de inrichtende macht, zich ertoe beperkt na te gaan of de door de wetgever vastgestelde objectieve voorwaarden wel degelijk zijn vervuld.

De Franse Gemeenschapsregering erkent dat de situatie van een lid van het onderwijzend personeel dat in verdenking is gesteld of beschuldigd van andere feiten dan die welke aanleiding geven tot een preventieve schorsing van ambtswege, wel degelijk verschillend is aangezien in dat geval de inrichtende macht kan oordelen of de betrokkene in het belang van de dienst moet worden geschorst, terwijl die beoordelingsbevoegdheid verdwijnt wanneer aan de objectieve voorwaarden die aanleiding geven tot een schorsing van ambtswege, is voldaan.

De Franse Gemeenschapsregering is echter van mening dat dit verschil in behandeling volkomen en redelijk verantwoord is. Het gaat immers om bijzondere ernstige feiten die rechtstreeks hetzij leerlingen betreffen die de leerkracht rechtstreeks op zijn werkplaats kan ontmoeten en tegenover wie hij bovendien zijn gezag kan uitoefenen, hetzij personen of kinderen die de leerkracht kan misbruiken omdat ze door hun leeftijd zwakker staan en die ooit zijn leerlingen zouden kunnen zijn. De omstandigheden die een schorsing van ambtswege verantwoord, zijn dus intrinsiek verbonden met de werking van het onderwijs en met diegenen voor wie het in eerste instantie is bestemd, namelijk de leerlingen.

De wetgever heeft hier het belang van de dienst van een sereen onderwijs willen beschermen, en vooral het hogere belang van de leerlingen. Bovendien heeft hij elke discussie in die gevallen willen vermijden. Hij heeft bijgevolg geen enkele beoordelingsbevoegdheid aan de inrichtende macht overgelaten.

In de parlementaire voorbereiding is erop gewezen dat sommige inrichtende machten — vooral die van het gesubsidieerd vrij onderwijs — aarzelden om de nodige maatregelen te nemen, zowel om financiële redenen als om duistere redenen van interne diplomatie.

Wat het verschil in behandeling betreft tussen de leerkrachten die door de bepaling worden beoogd en de andere burgers, moet eerst worden opgemerkt dat het optreden van de Franse Gemeenschap beperkt is door de bevoegdheden die haar zijn toegewezen. De Gemeenschap heeft overigens andere bepalingen goedgekeurd voor beroepen waarbij volwassenen in contact staan met kinderen, in het decreet met betrekking tot de bijstand aan kinderen die het slachtoffer zijn van mishandeling. Er moet in ieder geval worden opgemerkt dat leerkrachten een objectieve en bijzondere categorie van burgers vormen die verschillend is van andere categorieën meer bepaald door het feit dat zij rechtstreeks en dagelijks in contact zijn met leerlingen en kinderen die het grootste deel van hun tijd op school doorbrengen. De pedagogische relatie is bovendien in die zin specifiek dat zij gezag veronderstelt ten aanzien van personen die zwakker zijn en van wie geen misbruik mag worden gemaakt. Door dat wezenlijke kenmerk verdiende het onderwijs dus om via specifieke en welbepaalde maatregelen te worden gereguleerd.

A.12. Wat het middel betreft dat wordt aangevoerd in de zaak met rolnummer 1485, oordeelt de Franse Gemeenschapsregering in de eerste plaats dat het middel onontvankelijk moet worden verklaard omdat uit het verzoekschrift weliswaar blijkt dat de slachtoffers van de discriminatie de leerkrachten zouden zijn die worden getroffen door een schorsingsmaatregel van ambtswege met weddevermindering, maar het onmogelijk is te bepalen met welke categorie van personen zij moeten worden vergeleken. De Franse Gemeenschapsregering antwoordt dus alleen subsidiair op de argumenten ten gronde van die verzoekers.

A.13. Wat de onmenselijke en vernederende behandeling betreft, ziet de Franse Gemeenschapsregering niet in hoeverre de maatregelen van ambtswege schorsing met weddevermindering op zulk een behandeling zouden neerkomen, behalve indien men ervan uitgaat dat dit het geval is voor om het even welke schorsingsmaatregel met weddevermindering.

Wat de aanranding van de eer betreft, is de Franse Gemeenschapsregering van mening dat het niet zozeer de preventieve schorsingsmaatregel is die de betrokkene en diens goede naam schade kan berokkenen, maar veeleer het feit dat hij beschuldigd is of in verdenking gesteld. Zij doet eveneens opmerken dat de rechtsleer en de rechtspraak erkennen dat het beginsel van het geheim van het gerechtelijk onderzoek niet meer absoluut is en dat een bericht van vervolging aan een administratieve overheid kan worden meegedeeld. Zij meent ten slotte dat een schorsingsmaatregel van ambtswege misschien wel minder afbreuk doet aan de goede naam dan een preventieve schorsingsmaatregel na afloop van een gewone procedure.

Wat de weddevermindering betreft, beklemtoont de Franse Gemeenschapsregering het feit dat die vermindering slechts met de helft is en niet minder mag zijn dan het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen. Zij kan dus geen onmenselijke of vernederende behandeling worden genoemd, behalve indien men ervan uitgaat dat dit het geval is voor een werkloosheidsuitkering, rekening houdend met het bedrag ervan. De Franse Gemeenschapsregering ziet niet in op welke wijze die weddevermindering de betrokkene meer zou benadelen dan die welke verbonden is met een gewone schorsing. Zij legt ook de nadruk op het feit dat de weddevermindering in meerdere gevallen later wordt ingetrokken en meer bepaald indien geen enkele definitieve veroordeling is uitgesproken ten aanzien van de betrokkene, met zelfs een verhoging doordat verwijlinteressen worden toegekend. Zij herinnert ook aan de zogenaamde rechtspraak van de « gepresteerde dienst », die het beginsel huldigt dat voor elk loon een tegenprestatie nodig is, namelijk de prestaties van het personeelslid. Zij preciseert ten slotte dat de geschorste leerkracht een bijkomende winstgevende activiteit mag uitoefenen.

De rechtspraak die door de verzoekers wordt geciteerd, is niet pertinent omdat zij alleen preventieve schorsingsmaatregelen met volledig weddeverlies veroordeelt.

A.14. Wat het tweede onderdeel van het middel betreft, voegt de Franse Gemeenschapsregering aan de reeds aangevoerde argumenten de volgende precisering toe : de rechtsinstantie die bevoegd is om te oordelen over de wettigheid van een beslissing tot preventieve schorsing is niet, wat het vrij onderwijs betreft, de Raad van State, aangezien de beslissingen van de inrichtende macht van het vrij onderwijs niet uitgaan van een administratieve overheid, maar van privaatrechtelijke personen. De bevoegde rechtsinstanties zijn bijgevolg de gewone arbeidsrechtbanken, die eventueel in kort geding rechtspreken.

De Franse Gemeenschapsregering aanvaardt evenmin de idee dat elke tuchtsanctie of strafrechtelijke sanctie, door de aard ervan en noodzakelijkerwijze, nooit binnen een redelijke termijn zou worden uitgesproken.

Wat de evenredigheid betreft, doet de Franse Gemeenschapsregering opmerken dat andere middelen om het nagestreefde doel te bereiken, namelijk de bescherming van het kind, die bijvoorbeeld door de onderzoeksrechter worden aangewend die de betrokkene in voorlopige hechtenis zou kunnen nemen of hem in vrijheid laten met bepaalde voorwaarden zoals de tijdelijke verwijdering van zijn mogelijke slachtoffers door hem administratieve taken toe te kennen, in werkelijkheid nog zwaardere maatregelen zijn dan de preventieve schorsing van ambtswege. Bij gebrek aan andere maatregelen zouden de onderzoeksrechters geneigd kunnen zijn om van dergelijke maatregelen misbruik te maken. Men ziet overigens niet in waar een leerkracht buiten een school nog zou kunnen worden tewerkgesteld. De maatregel zou dan in feite ertoe leiden hem zijn werk en zijn loon volledig te ontnemen.

De Franse Gemeenschapsregering is dus van mening dat de Franse Gemeenschap de maatregelen heeft genomen die noodzakelijk waren om een belang te beschermen dat door het Verdrag inzake de rechten van het kind als hoger wordt beschouwd.

Antwoord van de verzoeker in de zaak met rolnummer 1484

A.15. Wat het belang betreft om in rechte te treden, antwoordt de verzoeker de Franse Gemeenschapsregering dat de decreetsbepalingen de leerkrachten in hun specifieke hoedanigheid beogen en dat zij in analoge stelsels voorzien voor het officiële en het vrije net : in zijn hoedanigheid van leerkracht die zijn beroep zowel in het officieel als in het vrij onderwijs kan uitoefenen, wordt de verzoeker rechtstreeks door de bestreden normen getroffen.

A.16. De verzoeker antwoordt de Franse Gemeenschapsregering dat het bestreden decreet de bevoegdheidsregels schendt omdat het onrechtstreeks een beroepsverbod toevoegt aan de bestaande regels van de strafprocedure, die uitsluitend tot de bevoegdheid van de federale overheid behoren. Die maatregel van beroepsverbod staat, materieel gezien, gelijk met een sanctie. Bovendien doet het automatische karakter van de maatregel rechtstreeks afbreuk aan het vermoeden van onschuld dat inhoudt dat, buiten het opsporings- of strafonderzoek dat nodig is om de openbare orde te handhaven, een gewone in verdenkingstelling of tenlastelegging geen enkel specifiek rechtsgevolg mag hebben. De enige mogelijke uitzonderingen - zoals de voorlopige hechtenis — zijn steeds uitzonderlijk, worden geval per geval toegepast en gaan gepaard met specifieke jurisdictionele waarborgen.

A.17. De verzoeker bekritiseert overigens het doel van de wetgever zoals dat door de Franse Gemeenschapsregering wordt gepreciseerd. Volgens hem streeft de Franse Gemeenschap, wanneer zij de inertie van bepaalde inrichtende machten aanvoert, als doel niet na de taak van de inrichtende macht te verlichten maar wel die inrichtende macht ertoe te dwingen haar eigen taken uit te voeren. Vervolgens en meer fundamenteel, is de verzoeker van mening dat de Franse Gemeenschap de draagwijdte van de tuchtprocedure volledig miskent. Het eerste doel van een tuchtprocedure is niet zozeer de betrokken persoon maar wel de vereisten van een goede werking van de dienst. Het is bijgevolg niet zozeer de aard zelf van de feiten die voor een tuchtprocedure belangrijk is, maar wel de gevolgen voor de werking en de goede afhandeling van de opdrachten die de betrokken personen zijn toevertrouwd. Hetzelfde geldt, zo niet nog meer, voor de maatregelen die men ordemaatregelen noemt, aangezien zij als maatregel geenszins tuchtrechtelijk moeten zijn. Die maatregelen zijn de concrete neerslag van de vrijheid die een administratieve overheid heeft om de diensten te organiseren en te reorganiseren en te beschikken over het menselijk potentieel namelijk het personeel, op een wijze die voor de goede werking van een administratie het meest gunstig is. Wat in de tuchtprocedure telt, is niet in de eerste plaats de handeling maar de gevolgen ervan; daarom is er nooit sprake van een vooraf bepaalde strafbaarstelling. De procedure wordt overigens op autonome wijze ingesteld en veronderstelt een onderzoek, geval per geval, naar de gevolgen van het gedrag dat een personeelslid ten laste wordt gelegd, voor de goede afhandeling van de dienst waarvoor dat personeelslid instaat. « In een automatische maatregel/sanctie voorzien in het kader van de tuchtprocedure, komt erop neer dat heel het evenwicht van die procedure opnieuw in het geding wordt gebracht. Er wordt geen rekening meer gehouden met de gevolgen voor de werking van de dienst, maar wel met het persoonlijke gedrag van het personeelslid op wie de automatische sanctie wordt toegepast. Hier wordt afgeweken van de tuchtprocedure zelf en gaat men over naar de strafprocedure, door een onrechtstreekse sanctie op te leggen. »

De verzoeker vindt de maatregel overdreven en bijgevolg niet verantwoord en discriminerend. Hij doet bovendien opmerken dat het decreet het mogelijk maakte om andere maatregelen te nemen — gewone schorsing en, eventueel, maatregel tot onmiddellijke verwijdering — die zouden tegemoetkomen aan de doelstellingen van de wetgever. Ter ondersteuning van die stelling beroept de verzoeker zich op het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State en van de « Ligue des droits de l'homme ».

Antwoord van de verzoekers in de zaak met rolnummer 1485

A.18. Wat de ontvankelijkheid van het middel betreft, antwoorden de verzoekers de Franse Gemeenschapsregering dat een middel alleen onontvankelijk is indien het niet vermeldt of te verstaan geeft welke de grondwettelijke regel is die geschonden mocht zijn, welke de bepalingen zijn die deze regel zouden schenden en in welk opzicht diezelfde regel door de bedoelde bepalingen mocht zijn geschonden.

Het tweede lid van de vergelijking is volledig bepaald of kan tenminste worden aangeduid. De leerkrachten die worden beoogd moeten worden vergeleken met de personen die bepaalde van hun fundamentele rechten niet verliezen, alhoewel ze zich in dezelfde situatie bevinden als de leden van het onderwijzend personeel. Het gaat om de andere personeelsleden van instellingen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd, die in verdenking zijn gesteld of beschuldigd van feiten of handelingen bedoeld in artikel 87bis, § 1, van het decreet van 1 februari 1993. Diezelfde leerkrachten kunnen ook worden vergeleken met de leden van het onderwijzend personeel die in verdenking zijn gesteld of beschuldigd van andere dan de bedoelde feiten, die even ernstig kunnen zijn maar waarop de schorsing van ambtswege met opschorting van wedde niet van toepassing is.

A.19. De verzoeker antwoordt dat de aanranding van de eer en de goede naam van de leerkracht veel ernstiger is in geval van een schorsing van ambtswege, aangezien de andere personeelsleden, de ouders en de leerlingen dan weten dat het personeelslid wordt verdacht van bijzonder ernstige feiten ten aanzien van minderjarigen, terwijl zij niet kunnen weten om welke reden een gewone schorsingsmaatregel wordt genomen.

Het feit dat men in verdenking is gesteld of beschuldigd, schendt op zich de goede naam niet. Wat hier wordt aangeklaagd, is het feit dat derden van de tenlastelegging of in verdenkingstelling op de hoogte worden gebracht. De regels van de strafprocedure hebben daarentegen tot doel de goede naam van de in verdenking gestelde zoveel mogelijk te beschermen. De verzoeker verwijt overigens de Franse Gemeenschapsregering argumenten te halen uit de ervaring en de praktijk, meer bepaald uit de reacties van ouders van leerlingen. De verzoekers zouden trouwens de vreselijke gevolgen kunnen toelichten van de toepassing van het decreet, wat de reacties van hun werkomgeving en gezin betreft.

A.20. Wat de weddevermindering betreft, antwoorden de verzoekers dat een plotse vermindering van de inkomsten van de betrokkene, zonder precieze beperking in de tijd, een onmenselijke en/of vernederende behandeling is. De maatregel is nadeliger dan een weddevermindering die aan een gewone schorsing is gekoppeld, aangezien hij pas na een onbepaalde termijn wordt ingetrokken, wanneer een rechtbank uitspraak zal hebben gedaan over de schuld van het personeelslid, omdat dat personeelslid en zijn gezin dus afhankelijk van de verdragen bij het gerecht en er, in tegenstelling tot de gewone procedure, geen enkel daadwerkelijk beroep tegen die beslissing mogelijk is. De latere terugbetaling compenseert niet de genotsderving tijdens de schorsingsperiode en de interesten die worden uitbetaald, zullen altijd lager liggen dan de rentevoet die door de banken wordt gehanteerd.

Wat de rechtspraak van de gepresteerde dienst betreft, wordt geen enkele verwijzing gegeven. Het is overigens moeilijk te begrijpen waarom artikel 88 van het decreet van 1 februari 1993, zoals gewijzigd door de bestreden bepalingen, erin voorziet dat ieder preventief geschorst personeelslid het recht op zijn wedde behoudt. Noch besparingen, noch de bescherming van de leerlingen zijn als redenen voldoende om een schending van fundamentele rechten te verantwoorden.

A.21. De verzoekers merken ten slotte op dat in het huidige systeem geen rechterlijke controle mogelijk is, aangezien de rol van de rechter alleen nog erin bestaat na te gaan of de wettelijke voorwaarden voor de toepassing wel degelijk zijn vervuld.

Wat het vermoeden van onschuld betreft, doen de verzoekers opmerken dat de Franse Gemeenschap, om te vermijden dat in bepaalde gevallen de inrichtende machten voor hand een oordeel vellen over de schuld van een personeelslid, liever zelf een algemeen oordeel uitspreekt over de schuld van de personeelsleden. Volgens dat algemeen oordeel wordt het personeelslid vermoed schuldig te zijn tot het tegendeel is bewezen. Geen enkele van de aangevoerde verantwoordingen kan een schending van het vermoeden van onschuld rechtvaardigen.

Wat het recht op daadwerkelijk beroep betreft, blijven de verzoekers beweren dat de maatregelen onevenredig zijn. « Ook al kunnen de maatregelen die door de onderzoeksrechter worden genomen inderdaad zwaarder zijn dan die welke met toepassing van de bestreden bepalingen worden genomen, toch moet men opmerken dat zij door een magistraat worden genomen die het best in staat is om het eventuele gevaar in te schatten dat het personeelslid vertegenwoordigt, aangezien hij over alle elementen van het dossier beschikt, wat uiteraard niet het geval is voor de Franse Gemeenschaps[regering]. » Bovendien zou een invrijheidstelling afhankelijk kunnen worden gemaakt van de toewijzing van een administratieve taak - secretariaatswerk - aan het personeelslid.

Wat de redelijke termijn betreft, « is het argument dat de strafprocedures vaak heel lang duren door meer bepaald de gerechtelijke achterstand, niet onaannemelijk ».

— B —

Ten aanzien van de omvang van het beroep

B.1. Uit de inhoud van de beide verzoekschriften blijkt dat de grieven die de verzoekers formuleren betrekking hebben op maatregelen van preventieve schorsing die, op automatische wijze, volgen op een inverdenkingstelling of een tenlastelegging waaraan een weddevermindering verbonden is. Die grieven betreffen dus het bestreden decreet doordat het een artikel 60bis in het decreet van 6 juni 1994 (gesubsidieerd officieel onderwijs), een artikel 87bis in het decreet van 1 februari 1993 (gesubsidieerd vrij onderwijs) en een artikel 157ter in het koninklijk besluit van 22 maart 1969 (rijksonderwijs) invoert.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

B.2.1. Volgens de Franse Gemeenschapsregering doet de verzoeker in de zaak met rolnummer 1484, die tot het onderwijzend personeel behoort van het vrij onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd, alleen van een belang blijken bij de vernietiging van artikel 2 van het bestreden decreet, dat alleen op dat soort onderwijs betrekking heeft.

B.2.2. Die kwestie veronderstelt dat voorafgaandelijk het onderwerp en de draagwijdte van de bestreden bepalingen worden vastgesteld. Zij houdt verband met de grond van de zaak en zal daarmee worden onderzocht.

Ten aanzien van het middel afgeleid uit de schending van de bevoegdheidverdelende regels

B.3.1. Het eerste middel in de zaak met rolnummer 1484 is afgeleid uit de schending van de bevoegdheidverdelende regels.

B.3.2. Artikel 127, § 1, 2°, van de Grondwet vertrouwt aan de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap de zorg toe om bij decreet het onderwijs te regelen, met uitsluiting van : a) de bepaling van het begin en het einde van de leerplicht, b) de minimale voorwaarden voor het uitreiken van de diploma's en c) de pensioenregeling.

De gemeenschappen hebben, krachtens die bepaling, de volheid van bevoegdheid tot het regelen van het onderwijs in de ruimste zin van het woord, behalve voor de uitdrukkelijk vermelde uitzonderingen.

Die bevoegdheid omvat het vaststellen van de regels betreffende het administratief en geldelijk statuut van het onderwijspersoneel, met uitsluiting van zijn pensioenregeling.

B.3.3. De gemeenschappen, die bevoegd zijn om de regels vast te stellen in verband met het administratief en geldelijk statuut van het onderwijspersoneel, zijn bevoegd om het stelsel van preventieve schorsing en de geldelijke gevolgen die eruit kunnen voortvloeien te regelen.

Doordat de Franse Gemeenschap de bestreden bepalingen heeft aangenomen, heeft zij niet de regels miskend waarbij de onderscheiden bevoegdheden van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten worden vastgesteld.

Het eerste middel wordt verworpen.

Ten aanzien van het middel afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet

B.4.1. De verzoeker in de zaak met rolnummer 1484 voert een tweede middel aan dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk gelezen of in samenhang met de artikelen 13, 144, 145 en 160 van de Grondwet, met het beginsel van het recht op een daadwerkelijk beroep, met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en met artikel 14 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

De verzoekers in de zaak met rolnummer 1485 voeren een middel aan dat is afgeleid van de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en van de artikelen 3 en 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

B.4.2. In zijn advies over het voorontwerp van decreet heeft de Raad van State de aandacht van de Franse Gemeenschap gevestigd op de ernstige juridische moeilijkheden die het automatische gevolg oplevert dat aan de inverdenkingstelling van een persoon wordt verbonden. Hij heeft in dat verband de fundamentele rechten van de verdachte en de inachtneming van het gelijkheidsbeginsel in herinnering gebracht.

Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat de Franse Gemeenschap dat advies bij de bespreking in overweging heeft genomen maar dat zij heeft geoordeeld dat de afbreuk aan de fundamentele rechten van de leerkracht verantwoord was door de hoofddoelstelling van het ontwerp die erin bestaat de bescherming van de fysieke en morele gezondheid van de kinderen voor wie de leerkracht verantwoordelijkheid draagt, te garanderen en te vrijwaren (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 1997-1998, nr. 211/1, p. 2) en door de bedoeling om, in sereniteit, de voortzetting van het onderwijs en de opvoeding die in de schoolinrichting worden gegeven, te waarborgen :

« Naast de samenvoeging van die twee belangen, het ene collectief (sereniteit van het onderwijs dat wordt verstrekt in een schoolinrichting die gemiddeld verscheidene honderden kinderen omvat), het andere particulier (dat van het desbetreffende kind), blijkt het particulier belang van de leerkracht die het voorwerp uitmaakt van de maatregel van ambtshalve preventieve schorsing.

Hoewel in een democratische samenleving elke burger het recht heeft te denken dat veeleer het ene of het andere van die belangen voorrang zou verdienen, blijkt dat de Franse Gemeenschap, die bevoegd is inzake onderwijs maar tevens inzake jeugdbescherming, harerzijds wettelijk maar ook hoofdzakelijk moreel, in de eerste plaats het collectieve belang van een sereen onderwijs en het particuliere belang van een kind dat misschien tot in het binnenste van zijn wezen is geraakt, moet waarborgen en vrijwaren. » (*ibid.*, p. 4) (zie ook *Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 1997-1998, nr. 211/8, p. 3)

Uit de parlementaire voorbereiding blijkt ook dat de decreetgever met die bepalingen heeft willen reageren tegen de traagheid van bepaalde inrichtende machten (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 1997-1998, nr. 211/1, p. 7) en hun taak heeft willen vergemakkelijken door, met het automatische karakter van de maatregel van preventieve schorsing, elke discussie te vermijden waardoor men nog meer zou vermoeden dat de leerkracht schuldig is :

« Een dergelijke procedure beschermt alle instellingen tegen mogelijke conflicten die destijds zijn opgewekt en die de schoolgemeenschap hebben verdeeld; zij beschermt uiteraard de kinderen en vermijdt ook dat men zich vragen stelt over de mogelijke schuld van de leraar. » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 1997-1998, nr. 211/8, p. 10)

B.4.3. De grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.4.4. De bestreden bepalingen roepen een verschil in behandeling in het leven ten nadele van de leerkrachten, vermits in zulk een geval alleen tegen hen een maatregel van automatische preventieve schorsing, met weddevermindering, kan worden genomen.

Dat verschil in behandeling is gebaseerd op een objectief criterium.

De door de decreetgever genomen maatregel is bovendien relevant ten aanzien van de nagestreefde doelstellingen, de hoofddoelstelling om de kinderen te beschermen en de doelstelling om de sereniteit in de schoolinrichting te waarborgen.

B.4.5. Het Hof moet nog onderzoeken of de maatregel in een redelijk verband van evenredigheid staat tot de nagestreefde doelstellingen, rekening houdend met de inbreuk op de fundamentele rechten.

Ook al is een preventieve schorsing geen strafmaatregel, noch een tuchtmaatregel, en ook al wordt zij als louter administratief voorgesteld, toch is ze een ernstige maatregel voor de persoon die het voorwerp ervan is. Die maatregel moet dus steeds gebaseerd zijn op motieven die *in concreto* beoordeeld worden ten aanzien van de in het geding zijnde hogere belangen, hier meer in het bijzonder de belangen van de kinderen en van het onderwijs. De toetsing van die motieven — alsmede van het regelmatig karakter van de procedure — door de rechter vormt een fundamentele waarborg voor de betrokkene.

Met de bestreden bepalingen heeft de wetgever getracht op objectieve wijze bijzonder ernstige feiten en handelingen vast te stellen die, zodra er sprake is van tenlastelegging of inverdenkingstelling, een maatregel van automatische schorsing moeten verantwoorden. Hij heeft elke beoordelingsbevoegdheid *in concreto* van een overheid en met name van de inrichtende macht uitgesloten en bijgevolg, in samenhang ermee, op aanzienlijke wijze de controle beperkt die door een rechter zou kunnen worden uitgeoefend ten aanzien van de motieven die aan de administratieve maatregel ten grondslag liggen.

De bestreden bepalingen offeren op buitensporige wijze ten aanzien van het nagestreefde doel de fundamentele rechten van de verdachte leerkracht op.

B.5. Uit de bestreden bepalingen blijkt de wil van de decreetgever om voor alle onderwijsnetten een eenvormig systeem van automatische schorsing in te voeren.

Indien het Hof de vernietiging van het decreet zou beperken tot het stelsel van preventieve schorsing in één enkel van die netten, zou daaruit een kennelijke schending voortvloeien van het gelijkheidsbeginsel onder leerkrachten, dat de decreetgever in acht heeft willen nemen.

B.6. Het Hof vernietigt bijgevolg de bepalingen van het bestreden decreet in zoverre zij een stelsel invoeren van automatische schorsing in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, alsmede in het door haar gesubsidieerde officieel onderwijs en vrij onderwijs.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschap van 6 april 1998 houdende wijziging van de regeling inzake preventieve schorsing in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd onderwijs, in zoverre zij voorzien in de invoering van :

— een artikel 60*bis* in het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

— een artikel 87*bis* in het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

— een artikel 157*ter* in het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 19 januari 1999.

De griffier,

L. Potoms

De voorzitter,

M. Melchior

SCHIEDSHOF

D. 2000 — 558

[C — 2000/21043]

Urteil Nr. 2/2000 vom 19. Januar 2000

Geschäftsverzeichnisnummern 1484 und 1485

In Sachen: Klagen auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 6. April 1998 zur Abänderung der Regelung der präventiven Suspendierung in dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten und subventionierten Unterrichtswesen, erhoben von P. Matheys und J. Haegens und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und G. De Baets, und den Richtern P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans, A. Arts und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klagen

Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 11. Dezember 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 14. Dezember 1998 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben P. Matheys, wohnhaft in 1180 Brüssel, avenue Bonaparte 34, einerseits und J. Haegens, L. Vanderhasten, J. Guilbert und B. Lambotte, die alle in 1170 Brüssel, chaussée de la Hulpe 150, Domizil erwählt haben, andererseits Klage auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 6. April 1998 zur Abänderung der Regelung der präventiven Suspendierung in dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten und subventionierten Unterrichtswesen (veröffentlicht im *Belgisches Staatsblatt* vom 12. Juni 1998).

Diese Rechtssachen wurden unter den Nummern 1484 bzw. 1485 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

II. Verfahren

Durch Anordnungen vom 14. Dezember 1998 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzungen bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes in den jeweiligen Rechtssachen nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 19. Januar 1999 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Die Klagen wurden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 19. Februar 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgisches Staatsblatt* vom 24. Februar 1999.

Die Regierung der Französischen Gemeinschaft, place Surlet de Chokier 15-17, 1000 Brüssel, hat mit am 2. April 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 26. April 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

— den klagenden Parteien in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1485, mit am 25. Mai 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der klagenden Partei in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1484, mit am 26. Mai 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnungen vom 26. Mai 1999 und vom 30. November 1999 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 11. Dezember 1999 bzw. 11. Juni 2000 verlängert.

Durch Anordnung vom 27. Oktober 1999 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 25. November 1999 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwältinnen mit am 28. Oktober 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 25. November 1999

— erschienen

. RA J. Sambon *loco* RA B. Dayez, in Brüssel zugelassen, für die klagende Partei in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1484,

. RÄin L. De Coninck *loco* RA B. André, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1485,

. RÄin M. Kestemont-Soumeryn und RÄin A. Vagman, in Brüssel zugelassen, für die Regierung der Französischen Gemeinschaft,

— haben die referierenden Richter J. Delruelle und A. Arts Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwältinnen angehört,

— wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. Gegenstand der angefochtenen Bestimmungen

Das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 6. April 1998 zur Abänderung der Regelung der präventiven Suspendierung in dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten und subventionierten Unterrichtswesen besagt in Artikel 1:

« Im Dekret vom 6. Juni 1994 zur Festlegung des Statuts der Mitglieder des subventionierten Personals des subventionierten offiziellen Unterrichtswesens, das durch die Dekrete vom 10. April 1995 und 25. Juli 1996 abgeändert wurde, wird Kapitel VIII. - Präventive Suspendierung durch folgendes Kapitel ersetzt:

'Kapitel VIII. - Präventive Suspendierung: Verwaltungsmaßnahme

Art. 60. § 1. Wenn das Interesse des Dienstes oder des Unterrichts es erfordert, kann ein Verfahren der präventiven Suspendierung gegen ein endgültig ernanntes Personalmitglied eingeleitet werden:

1° wenn es strafrechtlich verfolgt wird;

2° sobald der Organisationsträger ein Disziplinarverfahren gegen es eingeleitet hat;

3° sobald der Organisationsträger ihm per Einschreibebrief die Feststellung einer Unvereinbarkeit zustellt.

§ 2. Die durch dieses Kapitel geregelte Suspendierung ist eine reine Verwaltungsmaßnahme, die keinen Strafcharakter hat.

Sie wird vom Organisationsträger ausgesprochen und wird begründet. Sie hat zur Folge, daß das Personalmitglied aus seinem Amt entfernt wird.

Während der Dauer der präventiven Suspendierung bleibt das Personalmitglied in der verwaltungsmäßigen Lage des aktiven Schuldienstes.

§ 3. Vor jeder Maßnahme der präventiven Suspendierung muß das Personalmitglied dazu eingeladen worden sein, vom Organisationsträger angehört zu werden.

[...]

Art. 60bis. § 1. In Abweichung von § 1 des Artikels 60 wird das Personalmitglied von Amts wegen präventiv suspendiert, wenn es wegen Tatbeständen und/oder Handlungen beschuldigt oder angeklagt wird, die aufgrund einer der nachstehenden Artikel aus Titel VII oder VIII von Buch II des Strafgesetzbuches strafbar sind:

— 364, 365, 368, 369, 370, 372, 379, 380bis §§ 4 und 5, 380quinquies § 1, 382bis, 383bis, 386, 396, 401bis;

— 373, 375, 376, 377, 378bis, 393, 394, 397, insofern das Opfer des Verbrechens oder des Vergehens minderjährig oder ein großjähriger Schüler der Unterrichtsanstalt oder des Heims ist, auf die sich Artikel 1 1E dieses Dekrets bezieht und in denen das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt;

— 380bis § 1 1°, insofern die darin genannte großjährige Person ein Schüler der Unterrichtsanstalt oder des Heims ist, auf die sich Artikel 1 1° dieses Dekrets bezieht und in denen das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt;

— 380bis § 1 4°, insofern die großjährige Person, deren Unzucht oder Prostitution ausgebeutet wurde, Schüler der Unterrichtsanstalt oder des Heims ist, auf die sich Artikel 1 1° dieses Dekrets bezieht und in denen das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt;

— 380bis § 2, insofern es sich um den Versuch handelt, die in § 1 1° und 4° genannten Straftaten zu begehen und nur innerhalb der vorstehend für diese Bestimmungen festgelegten Grenzen;

— 380bis § 3, insofern es sich um die in § 1 1° und 4° genannten Straftaten handelt und nur innerhalb der vorstehend für diese Bestimmungen festgelegten Grenzen;

— 380quater, insofern die zur Unzucht verleitete Person eine minderjährige Person oder ein großjähriger Schüler der Unterrichtsanstalt oder des Heims ist, auf die sich Artikel 1 1° dieses Dekrets bezieht und in denen das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt;

— 380quinquies § 2 und § 3, insofern eine minderjährige Person oder ein großjähriger Schüler der Unterrichtsanstalt oder des Heims, auf die sich Artikel 1 1° dieses Dekrets bezieht und in denen das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt, an den darin genannten Dienstleistungsangeboten beteiligt ist;

— 385, insofern die Unzucht in Anwesenheit eines Minderjährigen oder eines großjährigen Schülers der Unterrichtsanstalt oder des Heims begangen wurde, auf die sich Artikel 1 1° dieses Dekrets bezieht und in denen das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt;

— 398, 399, 400, 401, insofern die Körperverletzung einem minderjährigen oder großjährigen Schüler der Unterrichtsanstalt oder des Heims zugefügt wurde, auf die sich Artikel 1 1° dieses Dekrets bezieht und in denen das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt.

Ab dem Tag, an dem der Organisationsträger von der Beschuldigung oder Anklage des Personalmitglieds Kenntnis erlangt hat, muß er diesem gegenüber die in § 4 von Artikel 60 vorgesehene Entfernungsmäßnahme ergreifen.

Innerhalb von zehn Werktagen nach der Entfernungsmäßnahme muß das Verfahren der präventiven Suspendierung insbesondere unter Beachtung von §§ 3 und 4 Absatz 2 desselben Artikels eingeleitet werden.

§ 2. Wenn der Organisationsträger nicht die Bestimmungen von § 1 einhält, läßt die Regierung ihm eine Inverzugsetzung zukommen, in der sie ihn auffordert, innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen ab dieser Inverzugsetzung den Beweis zu erbringen, daß die in § 1 vorgesehenen Maßnahmen ergriffen wurden. Die Regierung kann durch Erlaß diese Zuständigkeit dem funktional zuständigen Minister übertragen.

Wenn bei Ablauf dieser Frist von dreißig Kalendertagen der Organisationsträger nicht den Beweis erbracht hat, daß er die in § 1 vorgesehenen Maßnahmen ergriffen hat, verliert er für eine nachstehend festgesetzte Dauer den Vorteil der Funktionszuschüsse für die Anstalt oder die Anstalten, in der oder denen das betreffende Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt.

Die im vorstehenden Absatz vorgesehene Zeitspanne beginnt bei Ablauf der Frist von dreißig Kalendertagen und dauert bis zu dem Tag, an dem der Organisationsträger den Beweis erbracht hat, daß er die in § 1 vorgesehenen Maßnahmen ergriffen hat.

§ 3. Die in § 1 Absatz 1 vorgesehene Maßnahme der präventiven Suspendierung von Amts wegen wird in bezug auf ein Personalmitglied aufrechterhalten, das Gegenstand war:

1° einer nicht endgültigen strafrechtlichen Verurteilung auf der Grundlage eines der in § 1 Absatz 1 angeführten Artikel des Strafgesetzbuches, gegen die das Personalmitglied von seinen ordentlichen Rechtsmitteln Gebrauch gemacht hat;

2° eines Disziplinarverfahrens, das eingeleitet wurde oder geführt wird infolge einer endgültigen strafrechtlichen Verurteilung aufgrund eines der in § 1 Absatz 1 angeführten Artikel.

Die Maßnahme der präventiven Suspendierung von Amts wegen wird jedoch wirkungslos, wenn das Personalmitglied in erster Instanz freigesprochen wurde durch ein Urteil, gegen das ein ordentliches Rechtsmittel eingelegt wurde.

In diesem Fall kann der Organisationsträger jedoch beschließen, die präventive Suspendierung gegen das betreffende Personalmitglied in Anwendung von Artikel 60 aufrechtzuerhalten.

[...] »

Das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 6. April 1998 zur Abänderung der Regelung der präventiven Suspendierung in dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten und subventionierten Unterrichtswesen besagt in Artikel 2:

« Im Dekret vom 1. Februar 1993 zur Festlegung des Statuts der Mitglieder des subventionierten Personals des subventionierten freien Unterrichtswesens, das durch die Dekrete vom 22. Dezember 1994, 15. April 1995 und 25. Juli 1996 abgeändert wurde, wird Kapitel X. - Präventive Suspendierung durch folgendes Kapitel ersetzt:

'Kapitel X. - Präventive Suspendierung: Verwaltungsmaßnahme

Art. 87. § 1. Wenn das Interesse des Dienstes oder des Unterrichts es erfordert, kann ein Verfahren der präventiven Suspendierung gegen ein endgültig angestelltes Personalmitglied eingeleitet werden:

1° wenn es strafrechtlich verfolgt wird;

2° sobald der Organisationsträger ein Disziplinarverfahren gegen es eingeleitet hat;

3° sobald der Organisationsträger ihm per Einschreibebrief die Feststellung einer Unvereinbarkeit zustellt.

§ 2. Die durch dieses Kapitel geregelte Suspendierung ist eine reine Verwaltungsmaßnahme, die keinen Strafcharakter hat.

Sie wird vom Organisationsträger ausgesprochen und wird begründet. Sie hat zur Folge, daß das Personalmitglied aus seinem Amt entfernt wird.

Während der Dauer der präventiven Suspendierung bleibt das Personalmitglied in der verwaltungsmäßigen Lage des aktiven Schuldienstes.

§ 3. Vor jeder Maßnahme der präventiven Suspendierung muß das Personalmitglied dazu eingeladen worden sein, vom Organisationsträger angehört zu werden.

[...]

Art. 87bis. § 1. In Abweichung von § 1 des Artikels 87 wird das Personalmitglied von Amts wegen präventiv suspendiert, wenn es wegen Tatbeständen und/oder Handlungen beschuldigt oder angeklagt wird, die aufgrund einer der nachstehenden Artikel aus Titel VII oder VIII von Buch II des Strafgesetzbuches strafbar sind:

- 364, 365, 368, 369, 370, 372, 379, 380bis §§ 4 und 5, 380quinquies § 1, 382bis, 383bis, 386, 396, 401bis;
- 373, 375, 376, 377, 378bis, 393, 394, 397, insofern das Opfer des Verbrechens oder des Vergehens minderjährig oder ein großjähriger Schüler der Unterrichtsanstalt oder des Internats ist, wo das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt;
- 380bis § 1 1°, insofern die darin genannte großjährige Person ein Schüler der Unterrichtsanstalt oder des Internats ist, wo das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt;
- 380bis § 1 4°, insofern die großjährige Person, deren Unzucht oder Prostitution ausgebeutet wurde, Schüler der Unterrichtsanstalt oder des Internats ist, wo das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt;
- 380bis § 2, insofern es sich um den Versuch handelt, die in § 1 1° und 4° genannten Straftaten zu begehen und nur innerhalb der vorstehend für diese Bestimmungen festgelegten Grenzen;
- 380bis § 3, insofern es sich um die in § 1 1° und 4° genannten Straftaten handelt und nur innerhalb der vorstehend für diese Bestimmungen festgelegten Grenzen;
- 380quater, insofern die zur Unzucht verleitete Person eine minderjährige Person oder ein großjähriger Schüler der Unterrichtsanstalt oder des Internats ist, wo das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt;
- 380quinquies § 2 und § 3, insofern eine minderjährige Person oder ein großjähriger Schüler der Unterrichtsanstalt oder des Internats, wo das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt, an den darin genannten Dienstleistungsangeboten beteiligt ist;
- 385, insofern die Unzucht in Anwesenheit eines Minderjährigen oder eines großjährigen Schülers der Unterrichtsanstalt oder des Internats begangen wurde, wo das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt;
- 398, 399, 400, 401, insofern die Körperverletzung einem minderjährigen oder großjährigen Schüler der Unterrichtsanstalt oder des Internats zugefügt wurde, wo das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt.

Ab dem Tag, an dem der Organisationsträger von der Beschuldigung oder Anklage des Personalmitglieds Kenntnis erlangt hat, muß er diesem gegenüber die in § 4 von Artikel 87 vorgesehene Entfernungsmäßnahme ergreifen.

Innerhalb von drei Werktagen nach der Entfernungsmäßnahme muß das Verfahren der präventiven Suspendierung insbesondere unter Beachtung von §§ 3 und 4 Absatz 3 desselben Artikels eingeleitet werden.

§ 2. Wenn der Organisationsträger nicht die Bestimmungen von § 1 einhält, läßt die Regierung ihm eine Inverzugsetzung zukommen, in der sie ihn auffordert, innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen ab dieser Inverzugsetzung den Beweis zu erbringen, daß die in § 1 vorgesehenen Maßnahmen ergriffen wurden. Die Regierung kann durch Erlaß diese Zuständigkeit dem funktional zuständigen Minister übertragen.

Wenn bei Ablauf dieser Frist von dreißig Kalendertagen der Organisationsträger nicht den Beweis erbracht hat, daß er die in § 1 vorgesehenen Maßnahmen ergriffen hat, verliert er für eine nachstehend festgesetzte Dauer den Vorteil der Funktionszuschüsse für die Anstalt oder die Anstalten, in der oder denen das betreffende Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt.

Die im vorstehenden Absatz vorgesehene Zeitspanne beginnt bei Ablauf der Frist von dreißig Kalendertagen und dauert bis zu dem Tag, an dem der Organisationsträger den Beweis erbracht hat, daß er die in § 1 vorgesehenen Maßnahmen ergriffen hat.

§ 3. Die in § 1 Absatz 1 vorgesehene Maßnahme der präventiven Suspendierung von Amts wegen wird in bezug auf ein Personalmitglied aufrechterhalten, das Gegenstand war:

1° einer nicht endgültigen strafrechtlichen Verurteilung auf der Grundlage eines der in § 1 Absatz 1 angeführten Artikel des Strafgesetzbuches, gegen die das Personalmitglied von seinen ordentlichen Rechtsmitteln Gebrauch gemacht hat;

2° eines Disziplinarverfahrens, das eingeleitet wurde oder geführt wird infolge einer endgültigen strafrechtlichen Verurteilung aufgrund eines der in § 1 Absatz 1 angeführten Artikel.

Die Maßnahme der präventiven Suspendierung von Amts wegen wird jedoch wirkungslos, wenn das Personalmitglied in erster Instanz freigesprochen wurde durch ein Urteil, gegen das ein ordentliches Rechtsmittel eingelegt wurde.

In diesem Fall kann der Organisationsträger jedoch beschließen, die präventive Suspendierung gegen das betreffende Personalmitglied in Anwendung von Artikel 87 aufrechtzuerhalten.

[...] »

Das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 6. April 1998 zur Abänderung der Regelung der präventiven Suspendierung in dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten und subventionierten Unterrichtswesen besagt in Artikel 3:

« Im königlichen Erlaß vom 22. März 1969 zur Festlegung des Statuts der Mitglieder des Direktions- und Lehrpersonals, des Erziehungshilfspersonals, des paramedizinischen Personals der staatlichen Einrichtungen für Vor-, Primar-, Sonder-, Mittel-, technischen und Kunstschulunterricht und der von diesen Einrichtungen abhängenden Internate sowie der Personalmitglieder des mit der Aufsicht über diese Einrichtungen beauftragten Inspektionsdienstes wird Kapitel IXbis. - Präventive Suspendierung, darin eingefügt durch den Erlaß der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 24. September 1991 und abgeändert durch den Erlaß der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 10. Juni 1993, durch folgendes Kapitel ersetzt:

'Kapitel IXbis. - Präventive Suspendierung: Verwaltungsmaßnahme

Art. 157bis. § 1. Wenn das Interesse des Dienstes oder des Unterrichts es erfordert, kann ein Verfahren der präventiven Suspendierung gegen ein endgültig angestelltes Personalmitglied eingeleitet werden:

1° wenn es strafrechtlich verfolgt wird;

2° vor der Einleitung von Disziplinarverfolgungen, oder wenn es Gegenstand von Disziplinarverfolgungen ist;

3° sobald der Minister ihm per Einschreibebrief die Feststellung einer Unvereinbarkeit zustellt.

§ 2. Die durch dieses Kapitel geregelte Suspendierung ist eine reine Verwaltungsmaßnahme, die keinen Strafcharakter hat.

Sie wird vom Minister ausgesprochen und wird begründet. Sie hat zur Folge, daß das Personalmitglied aus seinem Amt entfernt wird.

Während der Dauer der präventiven Suspendierung bleibt das Personalmitglied in der verwaltungsmäßigen Lage des aktiven Schuldienstes.

§ 3. Vor jeder Maßnahme der präventiven Suspendierung muß das Personalmitglied dazu eingeladen worden sein, vom Verwaltungsleiter angehört zu werden.

[...]

Art. 157^{ter}. In Abweichung von § 1 des Artikels 157^{bis} wird das Personalmitglied von Amts wegen präventiv suspendiert, wenn es wegen Tatbeständen und/oder Handlungen beschuldigt oder angeklagt wird, die aufgrund einer der nachstehenden Artikel aus Titel VII oder VIII von Buch II des Strafgesetzbuches strafbar sind:

— 364, 365, 368, 369, 370, 372, 379, 380^{bis} §§ 4 und 5, 380^{quinqües} § 1, 382^{bis}, 383^{bis}, 386, 396, 401^{bis};

— 373, 375, 376, 377, 378^{bis}, 393, 394, 397, insofern das Opfer des Verbrechens oder des Vergehens minderjährig oder ein großjähriger Schüler der Unterrichtsanstalt oder des Internats ist, wo das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt;

— 380^{bis} § 1 1°, insofern die darin genannte großjährige Person ein Schüler der Unterrichtsanstalt oder des Internats ist, wo das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt;

— 380^{bis} § 1 4°, insofern die großjährige Person, deren Unzucht oder Prostitution ausgebeutet wurde, Schüler der Unterrichtsanstalt oder des Internats ist, wo das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt;

— 380^{bis} § 2, insofern es sich um den Versuch handelt, die in § 1 1° und 4° genannten Straftaten zu begehen und nur innerhalb der vorstehend für diese Bestimmungen festgelegten Grenzen;

— 380^{bis} § 3, insofern es sich um die in § 1 1° und 4° genannten Straftaten handelt und nur innerhalb der vorstehend für diese Bestimmungen festgelegten Grenzen;

— 380^{quater}, insofern die zur Unzucht verleitete Person eine minderjährige Person oder ein großjähriger Schüler der Unterrichtsanstalt oder des Internats ist, wo das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt;

— 380^{quinqües} § 2 und § 3, insofern eine minderjährige Person oder ein großjähriger Schüler der Unterrichtsanstalt oder des Internats, wo das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt, an den darin genannten Dienstleistungsangeboten beteiligt ist;

— 385, insofern die Unzucht in Anwesenheit eines Minderjährigen oder eines großjährigen Schülers der Unterrichtsanstalt oder des Internats begangen wurde, wo das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt;

— 398, 399, 400, 401, insofern die Körperverletzung einem minderjährigen oder großjährigen Schüler der Unterrichtsanstalt oder des Internats zugefügt wurde, wo das Personalmitglied ganz oder teilweise sein Amt ausübt.

Ab dem Tag, an dem der Minister von der Beschuldigung oder Anklage des Personalmitglieds Kenntnis erlangt hat, ergreift er diesem gegenüber die in § 4 von Artikel 157^{bis} vorgesehene Entfernungsmäßnahme.

Innerhalb von zehn Werktagen nach der Entfernungsmäßnahme muß das Verfahren der präventiven Suspendierung insbesondere unter Beachtung von §§ 3 und 4 Absatz 2 desselben Artikels eingeleitet werden.

Die in Absatz 1 vorgesehene Maßnahme der präventiven Suspendierung von Amts wegen wird in bezug auf ein Personalmitglied aufrechterhalten, das Gegenstand war:

1° einer nicht endgültigen strafrechtlichen Verurteilung auf der Grundlage eines der in Absatz 1 angeführten Artikel des Strafgesetzbuches, gegen die das Personalmitglied von seinen ordentlichen Rechtsmitteln Gebrauch gemacht hat;

2° eines Disziplinarverfahrens, das eingeleitet wurde oder geführt wird infolge einer endgültigen strafrechtlichen Verurteilung aufgrund eines der in Absatz 1 angeführten Artikel.

Die Maßnahme der präventiven Suspendierung von Amts wegen wird jedoch wirkungslos, wenn das Personalmitglied in erster Instanz freigesprochen wurde durch ein Urteil, gegen das ein ordentliches Rechtsmittel eingelegt wurde.

In diesem Fall kann der Minister jedoch beschließen, die präventive Suspendierung gegen das betreffende Personalmitglied in Anwendung von Artikel 157^{bis} aufrechtzuerhalten.

[...]' »

IV. *In rechtlicher Beziehung*

— A —

Standpunkt des Klägers in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1484

A.1. Der Kläger beantragt die Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 6. April 1998 « zur Abänderung der Regelung der präventiven Suspendierung in dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten und subventionierten Unterrichtswesen », insofern es die Artikel 60 § 2 Absatz 1 und 60^{bis} des Dekrets vom 6. Juni 1994 zur Festlegung des Statuts der Mitglieder des subventionierten Personals des subventionierten offiziellen Unterrichtswesens (Artikel 1), die Artikel 87 § 2 Absatz 1 und 87^{bis} des Dekrets vom 1. Februar 1993 zur Festlegung des Statuts der Mitglieder des subventionierten Personals des subventionierten freien Unterrichtswesens (Artikel 2) sowie die Artikel 157^{bis} § 2 Absatz 1 und 157^{ter} des königlichen Erlasses vom 22. März 1969 zur Festlegung des Statuts der Mitglieder des Direktions- und Lehrpersonals, des Erziehungshilfspersonals, des paramedizinischen Personals der staatlichen Einrichtungen für Vor-, Primar-, Sonder-, Mittel-, technischen und Kunstschulunterricht und der von diesen Einrichtungen abhängenden Internate sowie der Personalmitglieder des mit der Aufsicht über diese Einrichtungen beauftragten Inspektionsdienstes (Artikel 3) abändere.

A.2. Der Kläger sei Lehrkraft in einem Gymnasium, das zu dem von der Französischen Gemeinschaft subventionierten Unterricht gehöre. Wegen einer laufenden Untersuchung drohe er, Gegenstand einer Maßnahme der präventiven Suspendierung zu sein, und habe er daher ein Interesse an der Nichtigkeitklage.

A.3. Der erste Klagegrund sei abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung, insbesondere Artikel 127 der Verfassung und die Artikel 4, 5 und 11 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen. Indem die Französische Gemeinschaft eine strafrechtliche Beschuldigung mit einer Maßnahme der Suspendierung von Amts wegen, der Entfernung aus dem Dienst und der Gehaltskürzung verbinde, greife sie in die Zuständigkeiten des föderalen Gesetzgebers für Strafsachen und Strafverfahren ein. Diese Maßnahme könne nicht als eine rein verwaltungsmäßige Maßnahme ohne Strafcharakter angesehen werden, da sie unmittelbar mit einer strafrechtlichen Beschuldigung einhergehe. Der föderale Gesetzgeber sei nämlich alleine zuständig, um die Artikel 364, 365, 368, 369, 370, 372, 373, 375, 376, 377, 378^{bis}, 379, 380^{bis}, 380^{quater}, 380^{quinqües}, 382^{bis}, 383^{bis}, 386, 393, 394, 396, 397, 398, 399, 400, 401 und 401^{bis} der Titel VII oder VIII von Buch II des Strafgesetzbuches ausdrücklich oder implizit abzuändern.

In jedem Fall habe der Gemeinschaftsgesetzgeber nach Darlegung des Klägers in das Strafverfahren eingegriffen, indem er die mit der Beschuldigung, der Anklage und der Unschuldsumutung verbundenen Regeln verletzt und somit auf die Zuständigkeiten des föderalen Gesetzgebers übergreifen habe.

A.4. Der zweite Klagegrund sei abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich und in Verbindung mit den Artikeln 13, 144, 145 und 160 der Verfassung, dem Grundsatz des Rechtes auf eine wirksame Beschwerde, Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 14 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte.

Indem die angefochtene Bestimmung automatisch eine Maßnahme der provisorischen Suspendierung, der Entfernung aus dem Dienst und der Gehaltskürzung vorsehe, verstoße sie in unverhältnismäßiger Weise gegen die Unschuldsumutung, da die Sanktion mit der bloßen Tatsache einer Beschuldigung oder einer Anklage verbunden sei, obwohl keinerlei rechtskräftige strafrechtliche Verurteilung vorliege.

Per definitionem könne eine strafrechtliche Untersuchung *in rem* wegen Taten, die vor einer gewissen Zeit begangen worden seien, eingeleitet werden. Oft würden eine Reihe von Aufgaben verlangt, die ebenfalls Zeit erforderten. Selbst in der Annahme, daß eine Beschuldigung vorliege, sei diese Maßnahme als solche nicht Gegenstand einer öffentlichen Bekanntmachung. Es sei nicht so recht erkennbar, wie der Organisationsträger davon Kenntnis erlangen könne. In keiner Weise sei der Grund erkennbar, warum von dem in den Artikeln 60, 87 und 157*bis* der durch das Dekret abgeänderten Bestimmungen festgelegten Verfahren der gewöhnlichen Suspendierung abgewichen werde, zumal dieses Verfahren mit Maßnahmen der sofortigen Entfernung verbunden sei, « wenn die ihm zur Last gelegten Vorwürfe derart schwerwiegend sind, daß es im Interesse des Unterrichts wünschenswert ist, daß das Personalmitglied nicht mehr in der Schule anwesend ist. »

Nach Darlegung des Klägers stelle die Tatsache, daß die Maßnahme als eine Sanktion betrachtet werde und nicht Gegenstand einer Berufung sein könne, eine schwere Verletzung des Rechtes auf eine wirksame Beschwerde dar. Es werde an das Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates zum Vorentwurf des Dekrets erinnert. Es liege also eine Diskriminierung vor zwischen der beschuldigten oder der angeklagten Lehrkraft, auf die sich das Dekret beziehe, und den anderen beschuldigten oder angeklagten Bürgern sowie zwischen den Personalmitgliedern, auf die sich das Dekret beziehe und die eines der durch das Strafgesetzbuch geahndeten Verhaltens beschuldigt würden, und den gleichen Mitgliedern, die anderer Tatbestände von möglicherweise gleicher Schwere beschuldigt würden.

Standpunkt der Kläger in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1485

A.5. Die Nichtigkeitsklage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1485 beziehe sich auf Artikel 2 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 6. April 1998 zur Abänderung der Regelung der präventiven Suspendierung in dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten und subventionierten Unterrichtswesen.

Die Kläger seien Lehrkräfte im subventionierten freien Unterrichtswesen und seien Gegenstand von Maßnahmen der präventiven Suspendierung oder könnten Gegenstand solcher Maßnahmen sein. Sie hätten also ein Interesse daran, die betreffende Bestimmung anzufechten.

A.6. Der Klagegrund sei abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung sowie die Artikel 3 und 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention. Er beziehe sich auf die angefochtenen Bestimmungen, insofern sie die Suspendierung eines Personalmitglieds von Amts wegen einführen, wenn dieses wegen der vorgesehenen strafbaren Tatbestände und/oder Handlungen beschuldigt oder angeklagt werde und insofern sie die besagte Suspendierung mit einer Halbierung des Gehalts des betreffenden Personalmitglieds verbänden. Der Klagegrund umfaßt zwei Teile. In einem ersten Teil werfen die Kläger den angefochtenen Bestimmungen vor, einem als unschuldig geltenden Personalmitglied eine unmenschliche und erniedrigende Behandlung aufzuerlegen sowie den Grundsatz der Gleichheit der Belgier zu verletzen, indem dieser Person der durch Artikel 3 der Europäischen Menschenrechtskonvention eingeführte Schutz entzogen werde. In einem zweiten Teil werfen die Kläger den angefochtenen Bestimmungen vor, in schwerwiegender Weise die Rechte der Verteidigung zu verletzen und damit gegen die Gleichheit der Belgier zu verstoßen, indem sie den betroffenen Personen den durch Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention eingeführten Schutz oder zumindest den Vorteil des allgemeinen Grundsatzes der Verteidigungsrechte entzögen.

Die klagenden Parteien sind der Auffassung, das angestrebte Ziel — die körperliche und moralische Gesundheit der einer Lehrkraft anvertrauten Kinder zu wahren und zu schützen — sei lobenswert, doch die angewandten Mittel seien absolut unverhältnismäßig. Zur Unterstützung dieser These wird das Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates angeführt. Wenn man im übrigen davon ausgehe, daß der Gesetzgeber ebenfalls das kollektive Interesse eines ausgeglichenen Unterrichts anstrebe, müsse man doch zugeben, daß der neue Text dieses Gemeinwohl in keiner Weise verbessere und daß die Abänderung des Dekrets nicht notwendig gewesen sei. Im Gegenteil, die automatische Beschaffenheit der Suspendierungsmaßnahme werde zur Folge haben, daß Situationen bekannt würden, die andernfalls durch das Untersuchungsgeheimnis gedeckt worden wären.

A.7. Zur Unterstützung des ersten Teils des Klagegrundes führen die Kläger die Rechtsprechung des Europäischen Hofes und der Europäischen Kommission für Menschenrechte in bezug auf den Begriff der unmenschlichen und erniedrigenden Behandlung an. Sie schlußfolgern daraus, daß die Suspendierung einer Lehrkraft von Amts wegen, obwohl sie als unschuldig gelte, eine solche Behandlung darstelle, da sie dieser Person moralische, psychische und gesellschaftliche Leiden zufüge, die in keinem Verhältnis zu dem von der Obrigkeit angestrebten Ziel stünden. « Auf das somit suspendierte Personalmitglied wird buchstäblich mit dem Finger gezeigt, es wird als möglicherweise gefährliches Wesen dargestellt, das für schuldig erachtet wird, pädophile und/oder gewaltsame Handlungen begangen zu haben, was im heutigen Kontext einem gesellschaftlichen Todesurteil gleichkommt. » Auszüge aus den Vorarbeiten werden angeführt, um nachzuweisen, daß die Autoren des Dekrets sich der verheerenden Folgen, die solche Verdächtigungen mit sich bringen könnten, bewußt gewesen seien.

Die Kläger sind im übrigen der Auffassung, daß die Halbierung des Gehalts, so wie sie sich aus dem neuen Artikel 88 Absatz 1 des Dekrets vom 1. Februar 1993 ergebe, ebenfalls eine unmenschliche und erniedrigende Behandlung darstelle, insbesondere da deren Dauer nicht festgelegt sei und sicherlich mehrere Monate, wenn nicht gar mehrere Jahre dauern werde. Sie werde nämlich erst rückgängig gemacht am Ende des Straf- oder des Disziplinarverfahrens. Zur Unterstützung dieser These wird die Rechtsprechung der ordentlichen und der Verwaltungsgerichte angeführt.

A.8. Was den zweiten Teil betrifft, machen die Kläger ebenfalls die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte in bezug auf die Anwendbarkeit von Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention und die Einhaltung des Rechtes auf Zugang zu einem unabhängigen, unparteiischen und auf Gesetz beruhenden Gericht geltend. Nach ihrer Auffassung seien diese Garantien nicht gegeben, weil die automatische Beschaffenheit der Suspendierung und der Gehaltskürzung jegliche Kontrolle der Verwaltungsgerichtsbarkeit ausschließe, mit Ausnahme der Einhaltung der Formvorschriften. Außerdem sei eine Kontrolle, die sich nur auf die

Benutzung der Ermessensbefugnisse durch eine öffentlich-rechtliche Person auf eine mit der Zielsetzung des Gesetzes zu vereinbarende Weise beziehe, allzu begrenzt, um eine tatsächliche gerichtliche Kontrolle im Sinne von Artikel 6 Absatz 1 der vorgenannten Konvention darzustellen. Es genüge nicht, die Suspendierungsmaßnahme als Ordnungsmaßnahme zu bezeichnen, um die Anwendung dieser Bestimmungen auszuschließen, denn es könne sich um eine verborgene Disziplinarstrafe handeln, mit der die Obrigkeit den Bediensteten wegen seiner Handlungen bestrafe.

Die angefochtenen Bestimmungen mißachteten ebenfalls das Recht, innerhalb einer angemessenen Frist ein Urteil zu erhalten, da keinerlei zeitliche Begrenzung für die Gehaltskürzung oder die Suspendierung festgelegt sei, denn die Verwaltung sei nicht verpflichtet, innerhalb einer angemessenen Frist eine Verwaltungsstrafe zu verhängen.

Der allgemeine Grundsatz der Verteidigungsrechte werde ebenfalls mißachtet, trotz der im Dekret vorgesehenen vorherigen Anhörung. Die Suspendierungsmaßnahme werde nämlich von Amts wegen verhängt, ungeachtet der Argumente der betreffenden Person. Diese vorherige Anhörung entbehre somit jeglichen Interesses und jeglichen Zweckes. Sie bestehe nur, um den Eindruck zu erwecken, daß sich das Personalmitglied verteidigen könne. Sie ändere nichts an der automatischen Beschaffenheit der Suspendierung. Zur Unterstützung dieser These wird erneut das Gutachten des Staatsrates angeführt.

Die Mißachtung von Artikel 6 Absatz 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention wird ebenfalls von den Klägern geltend gemacht, da die ergriffenen Maßnahmen zur Folge hätten, daß die betroffenen Personen für Handlungen bestraft würden, für die sie noch nicht verurteilt worden seien.

Standpunkt der Regierung der Französischen Gemeinschaft

A.9. Nach Auffassung der Regierung der Französischen Gemeinschaft weise der Kläger in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1484, der zum Lehrpersonal des von der Französischen Gemeinschaft subventionierten freien Unterrichtswesens gehöre, nur ein Interesse an der Nichtigerklärung von Artikel 2 des angefochtenen Dekrets nach, der sich alleine auf dieses Unterrichtswesen beziehe.

In bezug auf den vom Verstoß gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung abgeleiteten Klagegrund

A.10. Nach Auffassung der Regierung der Französischen Gemeinschaft stelle die Maßnahme der präventiven Suspendierung eine einfache innere Maßnahme dar, die im Interesse des Dienstes vorgesehen sei und dazu diene, eine Person aus dem Dienst zu entfernen, die durch ihre Handlungen oder ihre Anwesenheit dem einwandfreien Schulbetrieb schaden könnte. Es handele sich weder um eine Disziplinarsanktion noch um eine Strafsanktion. Die Maßnahme werde in Erwartung des Ausgangs eines Disziplinar- oder Strafverfahrens beschlossen und aufrechterhalten.

Es sei nicht zu erkennen, inwiefern der Umstand, daß die präventive Suspendierung von Amts wegen erfolge, zur Folge haben würde, daß die Maßnahme in eine der föderalen Zuständigkeit vorbehaltene Strafsanktion umgewandelt werde. Dem Organisationsträger werde im Gegenteil jede Möglichkeit entzogen, die « Schuld des Betroffenen », die ihm zur Last gelegten Tatbestände und das Interesse des Dienstes zu beurteilen. Die Französische Gemeinschaft habe gerade jegliches Ermessen diesbezüglich in bestimmten, streng und erschöpfend festgelegten Fällen vermeiden wollen, in denen sich herausstelle, daß die Interessen der Schüler unmittelbar und in schwerwiegender Weise Schaden erleiden könnten: ausschließlich dann, wenn der Betroffene wegen sittenbezogener Tatbestände oder Pädophilie oder wegen anderer Verbrechen und Straftaten an Minderjährigen oder an minderjährigen oder großjährigen Schüler der Schule, in der die Lehrkraft ganz oder teilweise ihr Amt ausübe, beschuldigt oder angeklagt werde, erfolge eine Maßnahme der präventiven Suspendierung von Amts wegen. Zur Unterstützung des übergeordneten Interesses des Kindes macht die Regierung der Französischen Gemeinschaft das Übereinkommen über die Rechte des Kindes geltend.

Mit dem gleichen Ziel habe der Gesetzgeber selbst die Zweckbestimmung des auf das Gehalt der Lehrperson einbehaltenen Betrags festgelegt. Es liege also kein Verstoß gegen die Unschuldsvermutung vor. Während der Vorarbeiten sei auch hervorgehoben worden, daß in dem Fall, wo eine Person beschuldigt oder angeklagt werde, die Unschuldsvermutung nicht in Frage gestellt werde, *bis* das Gericht zur Hauptsache befunden habe.

Die Regierung der Französischen Gemeinschaft fügt hinzu, das angefochtene Dekret verweise zwar auf bestimmte Artikel des Strafgesetzbuches, doch es ändere diese Bestimmungen nicht ab, und es beeinträchtige ebenfalls nicht die Befugnisse und Zuständigkeiten der Staatsanwaltschaft und des Untersuchungsrichters, denen es weiterhin freistehe, je nach Fall zu entscheiden, ob der Betroffene direkt vor Gericht geladen oder beschuldigt werde. Und man muß zwangsläufig feststellen, daß keine der hier angefochtenen Bestimmungen diese Magistrate zwingt, den Organisationsträger über die Beschuldigung eines Mitglieds seines Personals oder dessen Verweisung vor das zuständige Gericht in Kenntnis zu setzen. Diese Information wird zwar gewährleistet, aber aufgrund eines « bkommens zwischen der Föderal- und der Gemeinschaftsbehörde. » Das Dekret nehme außerdem Bezug auf den Begriff der Beschuldigung, so wie er im föderalen Gesetz definiert sei, ohne seinen Sinn oder seinen Inhalt zu verändern. Die Eigenschaft des Angeklagten werde, auch wenn sie nicht durch ein Gesetz definiert sei, dennoch durch die gerichtliche und strafrechtliche Praxis bestätigt als die Eigenschaft einer Person, die vor einem Strafgericht erscheine wegen Tatbeständen, die ihr vorgeworfen würden und für die sie zu einer im Gesetz vorgesehenen Strafe verurteilt werden könne. Das Dekret nehme Bezug auf diesen sehr präzisen Begriff.

Der Gemeinschaftsgesetzgeber habe sich also eindeutig innerhalb der Grenzen seiner Zuständigkeit bewegt.

In bezug auf den aus dem Verstoß gegen die Vorschriften der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung abgeleiteten Klagegrund

A.11. In bezug auf den aus dem Verstoß gegen die Vorschriften der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung abgeleiteten Klagegrund erinnere die Regierung der Französischen Gemeinschaft daran, daß die Maßnahme der präventiven Suspendierung von Amts wegen in keiner Weise die Unschuldsvermutung beeinträchtige. Der Organisationsträger könne diese Maßnahme nur ergreifen, wenn er über die Anklage oder die Beschuldigung informiert worden sei und überprüft habe, ob die im Dekret festgelegten Bedingungen tatsächlich erfüllt seien. Die Erfüllung dieser Bedingungen werde insbesondere bei der Anhörung des Betroffenen geprüft. Erst wenn eine Anklage im Sinne von Artikel 61*bis* des Strafprozeßgesetzbuches vorliege und/oder wenn der Betroffene vor ein Strafgericht verwiesen werde, könne die Maßnahme ergriffen werden. Die Information des Organisationsträgers werde über das Justizministerium durch das Ministerium der Französischen Gemeinschaft gewährleistet.

In seinem Gutachten habe der Staatsrat der Bestimmung das Fehlen einer wirksamen Beschwerde vorgeworfen mit der Begründung, daß die Kontrolle des Richters ebenso wie diejenige des Organisationsträgers sich darauf beschränke zu prüfen, ob die vom Gesetzgeber festgelegten objektiven Bedingungen tatsächlich erfüllt seien.

Die Regierung der Französischen Gemeinschaft erkenne an, daß die Lage eines Mitglieds des Lehrpersonals, das beschuldigt oder angeklagt werde aufgrund von anderen Tatbeständen als denjenigen, die einer präventiven Suspendierung von Amts wegen zugrunde lägen, tatsächlich unterschiedlich sei, denn in diesem Fall könne der Organisationsträger beurteilen, ob das Interesse des Dienstes die Suspendierung des Betroffenen rechtfertige, während diese Ermessensbefugnis verschwinde, wenn die objektiven Bedingungen, die zur Suspendierung von Amts wegen führten, erfüllt seien.

Die Regierung der Französischen Gemeinschaft sei jedoch der Auffassung, daß dieser Behandlungsunterschied einwandfrei und vernünftig gerechtfertigt sei. Es handele sich nämlich um äußerst schwerwiegende Verhaltensweisen, die sich entweder direkt auf die Schüler auswirkten, denen die Lehrperson unmittelbar an ihrem Arbeitsplatz begegnen könne und gegenüber denen sie außerdem ihre Autorität ausüben könne, oder auf Personen oder Kinder, die die Lehrperson wegen der Schwäche aufgrund ihres Alters mißbrauchen könne und die eines Tages ihre Schüler sein könnten. Die Umstände, die die Suspendierung von Amts wegen rechtfertigten, seien also untrennbar mit dem Ablauf des Unterrichts sowie mit dessen ersten Adressaten und Betroffenen, nämlich den Schülern, verbunden.

Der Gesetzgeber habe hier das dienstliche Interesse eines ausgeglichenen Unterrichts und vor allem die übergeordneten Interessen der Schüler schützen wollen, und er habe vermeiden wollen, daß es in diesen Fällen zu Diskussionen komme. Daher habe er dem Organisationsträger keinerlei Ermessensbefugnis überlassen.

In den Vorarbeiten sei darauf hingewiesen worden, daß gewisse Organisationsträger — insbesondere diejenigen des subventionierten freien Unterrichtswesens — davor zurückschreckten, die erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen, dies sowohl aus finanziellen Gründen als auch aus obskuren Gründen der internen Diplomatie.

In bezug auf den Behandlungsunterschied zwischen den Lehrkräften, auf die sich die Bestimmung beziehe, und den anderen Bürgern, sei zunächst festzuhalten, daß die Vorgehensweise der Französischen Gemeinschaft durch die ihr verliehenen Zuständigkeiten begrenzt sei. Die Gemeinschaft habe im übrigen andere Bestimmungen in bezug auf Berufe erlassen, in denen Erwachsene mit Kindern in Kontakt gelangten, und zwar im Dekret über die Hilfe für Kinder, die Opfer von Mißhandlungen seien. In jedem Fall sei festzuhalten, daß die Lehrkräfte eine objektive und besondere Kategorie von Bürgern darstellten, die sich insbesondere dadurch von den anderen unterscheide, daß sie direkt und täglich mit Schülern und Kindern in Kontakt stünde, die ihre Zeit überwiegend in deren Unterrichtsanstalt verbrächten. Das pädagogische Verhältnis weise außerdem eine spezifische Beschaffenheit auf, da es eine Autoritätsverbindung gegenüber schwächeren Personen beinhalte, die man nicht mißbrauchen dürfe. Der Lehrkörper und das Schulwesen würden also zu Recht durch spezifische Maßnahmen geregelt, die wegen ihrer besonderen Beschaffenheit festgelegt würden.

A.12. In bezug auf den in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1485 geltend gemachten Klagegrund vertritt die Regierung der Französischen Gemeinschaft zunächst den Standpunkt, daß der Klagegrund für unzulässig erklärt werden müsse, denn selbst wenn aus der Klageschrift hervorgehe, daß die von einer Suspendierung von Amts wegen mit Gehaltskürzung betroffenen Lehrkräfte die Opfer der Diskriminierung seien, sei es unmöglich festzustellen, mit welcher Kategorie von Personen diese Personen zu vergleichen seien. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft antworte also nur hilfsweise auf die von diesen Klägern zur Hauptsache vorgebrachten Argumente.

A.13. In bezug auf die unmenschliche und erniedrigende Behandlung sehe die Regierung der Französischen Gemeinschaft nicht ein, inwiefern die Maßnahmen der Suspendierung von Amts wegen mit Gehaltskürzung eine solche Behandlung darstellen sollten, es sei denn, man ginge davon aus, daß dies für jede Maßnahme der Suspendierung mit einer gleichzeitigen Einkommenskürzung der Fall sei.

In bezug auf die Ehrverletzung vertritt die Regierung der Französischen Gemeinschaft den Standpunkt, daß nicht so sehr die Maßnahme der präventiven Suspendierung dem Betroffenen und seinem Ruf schaden könne, sondern vielmehr der Umstand, daß er angeklagt oder beschuldigt sei. Sie verweist auch darauf, daß in der Rechtslehre und der Rechtsprechung anerkannt werde, daß der Grundsatz des Untersuchungsgeheimnisses nicht absolut sei und daß die Übermittlung einer Verfolgungsmittelung an Verwaltungsbehörden erfolgen könne. Schließlich vertritt sie den Standpunkt, daß eine Maßnahme der Suspendierung von Amts wegen dem Ruf vielleicht weniger schade als eine Maßnahme der präventiven Suspendierung, die am Ende eines gewöhnlichen Verfahrens erfolge.

In bezug auf die Gehaltskürzung hebt die Regierung der Französischen Gemeinschaft hervor, daß sie sich nur auf die Hälfte belaufe und nicht weniger als der Betrag des Arbeitslosengeldes ausmachen dürfe. Sie könne also nicht als unmenschliche oder erniedrigende Behandlung bezeichnet werden, es sei denn, man ginge davon aus, daß dies auch für eine Arbeitslosenunterstützung zutrefte angesichts ihrer Höhe. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft sehe nicht ein, inwiefern diese Gehaltskürzung dem Betroffenen mehr schade als diejenige, die mit einer gewöhnlichen Suspendierung verbunden sei. Sie hebt ferner hervor, daß die Maßnahme der Gehaltskürzung später in mehreren Fällen rückgängig gemacht werde, insbesondere wenn der Betroffene nicht endgültig verurteilt werde, wobei sogar eine Erhöhung um Verzugszinsen erfolge. Sie erinnert außerdem an die Rechtsprechung des sogenannten « geleisteten Dienstes », wonach jede Entlohnung grundsätzlich eine Gegenleistung erfordere, nämlich die vom Personalmitglied erbrachten Leistungen, und sie fügt schließlich hinzu, daß die suspendierte Lehrperson eine zusätzliche Erwerbstätigkeit ausüben könne.

Die von den Klägern angeführte Rechtsprechung sei nicht relevant, weil sie nur Maßnahmen der präventiven Suspendierung mit vollständiger Streichung des Gehaltes verurteile.

A.14. In bezug auf den zweiten Teil des Klagegrundes ergänzt die Regierung der Französischen Gemeinschaft die bereits angeführten Argumente um folgende Präzisierung: Die zuständige Gerichtsbarkeit, um über die Rechtmäßigkeit der präventiven Suspendierung zu befinden, sei für das freie Unterrichtswesen nicht der Staatsrat, da die Entscheidungen der Organisationsträger des freien Unterrichtswesens nicht von Verwaltungsbehörden ausgingen, sondern von privatrechtlichen Personen. Die zuständigen Gerichtsbarkeiten seien also die ordentlichen Arbeitsgerichte, die gegebenenfalls im Eilverfahren urteilten.

Die Regierung der Französischen Gemeinschaft nehme ebenfalls nicht die Überlegung an, daß eine Disziplinar- oder Strafsanktion durch ihre Beschaffenheit und notwendigerweise nie innerhalb einer vernünftigen Frist erfolge.

In bezug auf die Verhältnismäßigkeit verweist die Regierung der Französischen Gemeinschaft darauf, daß andere Mittel zur Erreichung des angestrebten Ziels - der Schutz des Kindes - die beispielsweise durch den Untersuchungsrichter ergriffen würden, der den Betroffenen mit Sicherungsverwahrung belegen könnte oder ihn mittels Einhaltung gewisser Bedingungen in Freiheit lassen könne, wie die zeitweilige Entfernung von seinen potentiellen Opfern, wobei er Verwaltungsaufgaben zugeteilt bekomme, in Wirklichkeit noch viel schwerwiegendere Maßnahmen als die präventive Suspendierung von Amts wegen seien, wobei die Untersuchungsrichter verleitet sein könnten, sie in Ermangelung anderer Maßnahmen zu mißbrauchen. Im übrigen sei nicht einzusehen, wohin eine Lehrperson versetzt werden könne, außer in eine Unterrichtsanstalt. In Wirklichkeit würde die Maßnahme dann dazu führen, ihm seine Stelle und sein Gehalt ganz zu entziehen.

Die Regierung der Französischen Gemeinschaft vertritt daher den Standpunkt, daß die Französische Gemeinschaft die notwendigen Maßnahmen ergriffen habe, um Interessen zu wahren, die vom Übereinkommen über die Rechte des Kindes als übergeordnet beurteilt und bezeichnet würden.

Antwort des Klägers in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1484

A.15. In bezug auf das Interesse an der Klageerhebung erwidert der Kläger der Regierung der Französischen Gemeinschaft, daß die Dekretsbestimmungen sich auf die Lehrpersonen in ihrer spezifischen Eigenschaft bezögen und daß sie ähnliche Regelungen für die offiziellen oder die freien Schulnetze vorsähen; in seiner Eigenschaft als Lehrperson, die sowohl im offiziellen Unterrichtswesen als auch im freien Unterrichtswesen unterrichten könne, sei der Kläger unmittelbar durch die angefochtenen Normen betroffen.

A.16. Der Kläger erwidert der Regierung der Französischen Gemeinschaft, daß das angefochtene Dekret gegen die Zuständigkeitsregeln verstoße, weil es den bestehenden Regeln des Strafverfahrens, die ausschließlich der föderalen Zuständigkeit unterlägen, indirekt eine Maßnahme des Berufsverbotes hinzufüge, die materiell einer Sanktion gleichkomme. Außerdem verletze die automatische Beschaffenheit der Maßnahme unmittelbar die Unschuldsvermutung, die voraussetze, daß außerhalb der Voruntersuchung oder der Untersuchung im Strafverfahren, die durch Erfordernisse der Gewährleistung der öffentlichen Ordnung erforderlich sei, keinerlei spezifische Rechtsfolge mit der bloßen Tatsache einer Beschuldigung oder einer Anklage verbunden sei. Die einzig möglichen Ausnahmen - wie die Sicherungsverwahrung — seien immer von außergewöhnlicher Art und würden von Fall zu Fall angewandt, dies in Verbindung mit spezifischen Garantien der Rechtsprechung.

A.17. Der Kläger bemängelt außerdem die Zielsetzung des Gesetzgebers, so wie sie von der Regierung der Französischen Gemeinschaft beschrieben werde. Nach seiner Auffassung verfolge die Französische Gemeinschaft, wenn sie die Untätigkeit gewisser Organisationsträger geltend mache, nicht das Ziel, dem Organisationsträger die Aufgabe zu erleichtern, sondern vielmehr ihn zur Ausführung der eigenen Aufgaben zu zwingen. Sodann vertritt der Kläger in grundlegenderer Weise den Standpunkt, daß die Französische Gemeinschaft sich radikal irre in bezug auf die Tragweite des Disziplinarverfahrens. Das Hauptziel eines Disziplinarverfahrens gelte weniger der betroffenen Person als vielmehr den Erfordernissen des ordnungsgemäßen Dienstablaufes. Daher sei weniger die eigentliche Beschaffenheit des Tatbestandes ausschlaggebend für ein Disziplinarverfahren als vielmehr die Auswirkung auf den Ablauf und die Ausführung der Aufgaben, die den betroffenen Personen anvertraut würden. Das gleiche, wenn nicht gar mehr, gelte für die als Ordnungsmaßnahmen bezeichneten Maßnahmen, da sie keinerlei disziplinarische Beschaffenheit aufweisen dürften. Diese Maßnahmen seien Ausdruck der Freiheit der Verwaltungsbehörden, die Dienststellen zu organisieren und umzuorganisieren sowie über das Humanpotential der Bediensteten auf die zweckdienlichste Weise für den ordnungsgemäßen Verwaltungsbetrieb zu verfügen. Im Disziplinarverfahren komme es zunächst nicht auf die Handlung, sondern auf ihre Folgen an; aus diesem Grunde gebe es keine vorher definierte Einstufung als Straftat. Das Verfahren sei im übrigen autonom und beinhalte von Fall zu Fall eine Prüfung der Auswirkungen des einem Bediensteten vorgeworfenen Verhaltens auf die Erfüllung des von ihm gewährleisteten Dienstes. « Im Rahmen des Disziplinarverfahrens eine automatische Maßnahme/Sanktion vorzusehen, bedeutet, die gesamte Ausgewogenheit des Verfahrens in Frage zu stellen. Nicht mehr die Auswirkungen auf den Ablauf des Dienstes werden berücksichtigt, sondern vielmehr das persönliche Verhalten des Bediensteten, mit dem die automatische Sanktion verbunden ist. Dies bedeutet eine Abweichung vom eigentlichen Disziplinarverfahren und eine Annäherung an das Strafverfahren durch Auferlegen einer indirekten Sanktion. »

Der Kläger betrachtet die Maßnahme als übertrieben und folglich ungerechtfertigt und diskriminierend, und er weist darauf, daß das Dekret die Möglichkeit geboten habe, andere Maßnahmen zu ergreifen — gewöhnliche Suspendierung und gegebenenfalls sofortige Entfernungsmäßnahme —, die der Zielsetzung des Gesetzgebers entsprochen hätten. Zur Unterstützung dieser These führt der Kläger das Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates und der « Ligue des droits de l'homme » an.

Antwort der Kläger in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1485

A.18. In bezug auf die Zulässigkeit des Klagegrundes antworten die Kläger der Regierung der Französischen Gemeinschaft, daß ein Klagegrund nur unzulässig sei, wenn er nicht angebe oder nicht erkennen lasse, gegen welche Verfassungsregel verstoßen worden wäre, welche Bestimmungen gegen diese Regeln verstoßen sollten und inwiefern diese durch die betreffenden Bestimmungen überschritten worden seien.

Der zweite Teil des Vergleichs sei genau bestimmt oder zumindest erkennbar; die betroffenen Lehrkräfte müßten mit den Personen verglichen werden, die gewisse Grundrechte nicht verlören, aber in der gleichen Situation seien wie die Mitglieder des Lehrpersonals - nämlich die anderen Personalmitglieder von durch die Französische Gemeinschaft getragenen oder subventionierten Anstalten, die für Tatbestände oder Handlungen, auf die sich Artikel 87bis § 1 des Dekrets vom 1. Februar 1993 beziehe, beschuldigt oder angeklagt seien. Es handele sich ebenfalls um Mitglieder des Lehrpersonals, die wegen anderer Tatbestände als der vorgesehenen beschuldigt oder angeklagt seien, wobei deren Schweregrad ebenso groß sei, jedoch die Suspendierung von Amts wegen mit Aussetzung des Gehalts nicht auf sie Anwendung finde.

A.19. Der Kläger erwidert, daß die Verletzung der Ehre und des Rufes der Lehrperson wesentlich größer sei, wenn eine Suspendierung von Amts wegen erfolge, da die anderen Personalmitglieder, die Eltern und die Schüler wüßten, daß das Personalmitglied besonders schwerwiegender Tatbestände gegenüber Minderjährigen verdächtig werde, obwohl sie nicht wissen könnten, aus welchem Grund eine gewöhnliche Suspendierungsmaßnahme ergriffen werde.

Angeklagt oder beschuldigt zu werden, sei an sich nicht rufschädigend. Hier werde jedoch vorgeworfen, daß die Anklage oder Beschuldigung Dritten zur Kenntnis gebracht werde. Die Regeln des Strafverfahrens seien hingegen darauf ausgerichtet, den Ruf des Beschuldigten soweit wie möglich zu schützen. Der Kläger werfe der Regierung der Französischen Gemeinschaft außerdem vor, Argumente aus der Erfahrung und der Praxis abzuleiten, insbesondere der Reaktionen der Eltern von Schülern. Die Kläger könnten im übrigen die katastrophalen Auswirkungen der Anwendung des Dekrets auf die Reaktionen in ihrem beruflichen und familiären Umfeld beschreiben.

A.20. In bezug auf die Gehaltskürzung erwiderten die Kläger, daß eine brutale Kürzung der Einkünfte des Betroffenen ohne präzise zeitliche Begrenzung eine unmenschliche und/oder erniedrigende Behandlung darstelle. Die Maßnahme sei nachteiliger als eine Gehaltskürzung in Verbindung mit einer gewöhnlichen Suspendierung, weil sie erst nach einer unbestimmten Dauer rückgängig gemacht werde, wenn eine Gerichtsbarkeit sich zur Schuld des Personalmitglieds geäußert habe, so daß dieses Mitglied und seine Familie also der Langsamkeit der Gerichte ausgeliefert seien, und weil es gegen diese Entscheidung keine wirksame Beschwerde gebe, dies im Gegensatz zu dem, was in einem gewöhnlichen Verfahren geschehe. Eine spätere Rückzahlung gleiche nicht die Vorenthaltung während der ganzen Suspendierung aus, und die gewährten Zinsen seien immer niedriger als die von den Bankinstituten angewandten Sätze.

In bezug auf die Rechtsprechung des geleisteten Dienstes sei keinerlei Referenz angegeben. Es sei außerdem schwer zu verstehen, warum Artikel 88 des Dekrets vom 1. Februar 1993 in der durch die angefochtenen Bestimmungen abgeänderten Fassung vorsehe, daß jedes präventiv suspendierte Personalmitglied sein Recht auf das Gehalt behalte. Gründe der Einsparung reichten ebensowenig wie der Schutz der Schüler aus, um einen Verstoß gegen die Grundrechte zu rechtfertigen.

A.21. Die Kläger bemerken schließlich, daß das eingeführte System keine richterliche Kontrolle ermögliche, weil die Rolle des Richters nur mehr darin bestehe zu prüfen, ob die gesetzlichen Anwendungsbedingungen tatsächlich eingehalten worden seien.

In bezug auf die Unschuldsvermutung führen die Kläger an, daß die Französische Gemeinschaft es vorgezogen habe, selbst eine allgemeine Beurteilung der Schuld der Personalmitglieder vorzunehmen, um zu vermeiden, daß die Organisationsträger in gewissen Fällen ein Vorurteil über die Schuld eines Personalmitglieds fällten, wobei diese allgemeine Beurteilung bedeute, daß das Personalmitglied *bis* zum Beweis des Gegenteils als schuldig gelte. Keine der angeführten Rechtfertigungen erlaube einen Verstoß gegen die Unschuldsvermutung.

Hinsichtlich des Rechtes auf eine wirksame Beschwerde hielten die Kläger daran fest, daß die Maßnahme unverhältnismäßig sei. « Wenn die vom Untersuchungsrichter ergriffenen Maßnahmen in der Tat schwerwiegender sein können als diejenigen, die in Anwendung der angefochtenen Maßnahme ergriffen werden, ist festzuhalten, daß sie durch einen Magistrat ergriffen werden, der am besten imstande ist, das Gefahrenpotential zu beurteilen, das von dem Personalmitglied ausgeht, denn er verfügt über alle Elemente der Akte, was natürlich für die [Regierung der] Französische[n] Gemeinschaft nicht der Fall ist. » Eine Freilassung könne im übrigen von der Zuteilung einer Verwaltungsaufgabe in einem Sekretariat an das Personalmitglied abhängig gemacht werden.

In bezug auf die angemessene Frist « ist die Behauptung, daß die Strafverfahren insbesondere wegen des Rückstands der Gerichte vielfach sehr lang dauern, in keiner Weise unannehmbar ».

— B —

In bezug auf den Umfang der Klage

B.1. Aus dem Inhalt der beiden Klageschriften geht hervor, daß die Beschwerden der Kläger Maßnahmen der präventiven Suspendierung betreffen, die automatisch im Anschluß an eine Beschuldigung oder Anklage erfolgen und mit einer Gehaltskürzung verbunden sind. Diese Beschwerden betreffen das angefochtene Dekret, insofern es einen Artikel 60*bis* in das Dekret vom 6. Juni 1994 (subventioniertes offizielles Unterrichtswesen), einen Artikel 87*bis* in das Dekret vom 1. Februar 1993 (subventioniertes freies Unterrichtswesen) und einen Artikel 157*ter* in den königlichen Erlaß vom 22. März 1969 (staatliches Unterrichtswesen) einfügt.

In bezug auf die Zulässigkeit

B.2.1. Nach Auffassung der Regierung der Französischen Gemeinschaft weist der Kläger in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1484, der zum Lehrpersonal des von der Französischen Gemeinschaft subventionierten freien Unterrichtswesens gehört, nur ein Interesse an der Nichtigerklärung von Artikel 2 des angefochtenen Dekrets nach, der alleine dieses Unterrichtswesen betrifft.

B.2.2. Diese Frage setzt voraus, daß zunächst der Gegenstand und die Tragweite der angefochtenen Bestimmungen beschrieben werden. Sie ist mit der Hauptsache verbunden und wird hiermit geprüft.

In bezug auf den aus dem Verstoß gegen die Zuständigkeitsverteilungsvorschriften abgeleiteten Klagegrund

B.3.1. Der erste Klagegrund in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1484 ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Zuständigkeitsverteilungsvorschriften.

B.3.2. Artikel 127 § 1 Nr. 2 der Verfassung überträgt der Französischen Gemeinschaft und der Flämischen Gemeinschaft die Aufgabe, durch Dekret das Unterrichtswesen zu regeln, mit Ausnahme (a) der Festlegung von Beginn und Ende der Schulpflicht, (b) der Mindestbedingungen für die Ausstellung der Diplome und (c) der Pensionsregelungen.

Die Gemeinschaften besitzen aufgrund dieser Bestimmung die uneingeschränkte Zuständigkeit zur Regelung des Unterrichtswesens im weitesten Sinne, vorbehaltlich der darin ausdrücklich angeführten Ausnahmen.

Diese Zuständigkeit umfaßt die Festlegung der Regeln über das Verwaltungs- und Besoldungsstatut des Unterrichtspersonals, mit Ausnahme der Pensionsregelung.

B.3.3. Da die Gemeinschaften für die Festlegung der Regeln über das Verwaltungs- und Besoldungsstatut des Unterrichtspersonals zuständig sind, sind sie auch zuständig für die Regelung des Systems der präventiven Suspendierung und der sich daraus möglicherweise ergebenden finanziellen Folgen.

Durch die Annahme der angefochtenen Bestimmungen hat die Französische Gemeinschaft nicht die Regeln zur Festlegung der jeweiligen Zuständigkeiten des Staates, der Gemeinschaften und der Regionen mißachtet.

Der erste Klagegrund wird abgewiesen.

In bezug auf den aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleiteten Klagegrund

B.4.1. Der Kläger in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1484 führt einen zweiten Klagegrund an, der aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 13, 144, 145 und 160 der Verfassung, gegen den Grundsatz des Rechtes auf eine wirksame Beschwerde, gegen Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention sowie gegen Artikel 14 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte abgeleitet ist.

Die Kläger in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1485 führen einen Klagegrund an, der aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung sowie gegen die Artikel 3 und 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention abgeleitet ist.

B.4.2. In seinem Gutachten zum Vorentwurf des Dekrets hat der Staatsrat die Französische Gemeinschaft auf die erheblichen rechtlichen Schwierigkeiten aufmerksam gemacht, die durch die mit der Beschuldigung einer Person verbundene automatische Folge entstehen. Er hat in diesem Zusammenhang an die grundlegenden Rechte des Beschuldigten und die Beachtung des Gleichheitsgrundsatzes erinnert.

Aus den Vorarbeiten geht hervor, daß die Französische Gemeinschaft dieses Gutachten in der Diskussion berücksichtigt hat, jedoch der Auffassung war, daß die Verletzung der Grundrechte der Lehrpersonen durch das Hauptziel des Entwurfs gerechtfertigt wurde, nämlich den Schutz der körperlichen und moralischen Gesundheit der dem Unterrichtswesen anvertrauten Kinder zu gewährleisten und zu schützen (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 1997-1998, Nr. 211/1, S. 2), und durch die Zielsetzung, die Weiterführung des Unterrichtes und der Erziehung in der Unterrichtsanstalt in ausgeglichener Weise zu gewährleisten:

« Neben der Summe dieser beiden Interessen, nämlich eines kollektiven (Ausgeglichenheit des Unterrichtes in einer Unterrichtsanstalt mit durchschnittlich mehreren hundert Kindern) und eines individuellen (dasjenige des betreffenden Kindes), taucht das individuelle Interesse der Lehrperson auf, die Gegenstand der Maßnahme der präventiven Suspendierung von Amts wegen ist.

Während in einer demokratischen Gesellschaft jeder Bürger zu Recht davon ausgehen kann, daß entweder das eine oder das andere dieser Interessen den Vorzug erhalten sollte, wird deutlich, daß die Französische Gemeinschaft, die für den Sachbereich des Unterrichtswesens, aber auch für den Sachbereich des Kinder- und des Jugendschutzes zuständig ist, ihrerseits aus gesetzlichen sowie vor allem aus grundlegend moralischen Gründen zunächst die kollektiven Interessen eines ausgeglichenen Unterrichtes und das individuelle Interesse eines vielleicht in seinem tiefsten Wesen verletzten Kindes gewährleisten und wahren muß. » (ebenda, S. 4) (siehe auch *Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 1997-1998, Nr. 211/8, S. 3)

Aus den Vorarbeiten geht ebenfalls hervor, daß der Dekretgeber mit diesen Bestimmungen gegen die Untätigkeit gewisser Organisationsträger vorgehen (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 1997-1998, Nr. 211/1, S. 7) und ihnen die Aufgabe erleichtern wollte, indem er durch die automatische Beschaffenheit der Maßnahme der präventiven Suspendierung jegliche Diskussion vermied, die noch die Vermutung der Schuld der Lehrperson verstärken würde:

« Eine solche Vorgehensweise schützt sämtliche Unterrichtsanstalten vor möglichen Konflikten, die früher aufgetreten sind und die Schulgemeinschaft geteilt haben; sie schützt natürlich die Kinder und vermeidet somit, daß man sich Fragen über die etwaige Schuld des Lehrers stellt. » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 1997-1998, Nr. 211/8, S. 10)

B.4.3. Die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots schließen nicht aus, daß ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, wenn feststeht, daß die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.4.4. Die angefochtenen Bestimmungen schaffen einen Behandlungsunterschied zum Nachteil der Lehrpersonen, da nur diese in einem solchen Fall Gegenstand einer Maßnahme der automatischen präventiven Suspendierung mit Gehaltskürzung sein können.

Dieser Behandlungsunterschied beruht auf einem objektiven Kriterium.

Die vom Dekretgeber ergriffene Maßnahme ist im übrigen relevant hinsichtlich der Zielsetzungen, nämlich des Hauptziels des Schutzes der Kinder und des Ziels, die Ausgeglichenheit in der Unterrichtsanstalt zu gewährleisten.

B.4.5. Der Hof muß noch prüfen, ob die Maßnahme in einem vernünftigen Verhältnis zu den Zielsetzungen steht angesichts der Verletzung der Grundrechte.

Selbst wenn eine präventive Suspendierung weder eine Strafmaßnahme noch eine Disziplinarmaßnahme ist und selbst wenn sie wie eine rein verwaltungsmäßige Maßnahme erscheint, stellt sie doch eine schwerwiegende Maßnahme für die davon betroffene Person dar. Sie muß also immer auf Gründen beruhen, die *in concreto* angesichts der betreffenden übergeordneten Interessen beurteilt werden, im vorliegenden Fall nämlich die Interessen der Kinder und des Unterrichtes. Die Kontrolle des Richters über diese Gründe — sowie über die Ordnungsmäßigkeit des Verfahrens — ist eine grundlegende Garantie für den Betroffenen.

Durch die angefochtenen Bestimmungen hat der Gesetzgeber sich bemüht, objektiv besonders schwerwiegende Tatbestände und Handlungen festzulegen, die ab dem Zeitpunkt einer Beschuldigung oder einer Anklage eine automatische Maßnahme der Suspendierung rechtfertigen müssen. Er hat jegliche Ermessensbefugnis *in concreto* einer Behörde ausgeschlossen, insbesondere diejenige des Organisationsträgers, und hat somit umgekehrt auf erhebliche Weise die Kontrolle eingeschränkt, die ein Richter über die Gründe für die Verwaltungsmaßnahme ausüben könnte.

Die angefochtenen Bestimmungen opfern in unverhältnismäßiger Weise im Vergleich zur Zielsetzung die Grundrechte der beschuldigten Lehrpersonen.

B.5. Die angefochtenen Bestimmungen drücken den Willen des Dekretgebers aus, ein einheitliches System der automatischen Suspendierung in allen Schulnetzen einzuführen.

Falls der Hof die Nichtigserklärung des Dekrets auf die Regelung der präventiven Suspendierung in einem einzigen dieser Netze beschränken würde, ergäbe sich daraus ein eindeutiger Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit zwischen Lehrpersonen, den der Dekretgeber einzuhalten wünschte.

B.6. Der Hof erklärt daher die Bestimmungen des angefochtenen Dekrets für nichtig, insofern sie ein System der automatischen Suspendierung in das von der Französischen Gemeinschaft organisierte Unterrichtswesen sowie in das von ihr subventionierte offizielle Unterrichtswesen und freie Unterrichtswesen einführen.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt die Bestimmungen des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 6. April 1998 zur Abänderung der Regelung der präventiven Suspendierung in dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten und subventionierten Unterrichtswesen für nichtig, soweit sie

— einen Artikel 60*bis* in das Dekret vom 6. Juni 1994 zur Festlegung des Statuts der Mitglieder des subventionierten Personals des subventionierten offiziellen Unterrichtswesens,

— einen Artikel 87*bis* in das Dekret vom 1. Februar 1993 zur Festlegung des Statuts der Mitglieder des subventionierten Personals des subventionierten freien Unterrichtswesens, und

— einen Artikel 157*bis* in den königlichen Erlaß vom 22. März 1969 zur Festlegung des Statuts der Mitglieder des Direktions- und Lehrpersonals, des Erziehungshilfspersonals, des paramedizinischen Personals der staatlichen Einrichtungen für Vor-, Primar-, Sonder-, Mittel-, technischen und Kunstschulunterricht und der von diesen Einrichtungen abhängenden Internate sowie der Personalmitglieder des mit der Aufsicht über diese Einrichtungen beauftragten Inspektionsdienstes

einfügen.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 19. Januar 2000.

Der Kanzler,

L. Potoms

Der Vorsitzende,

M. Melchior